Rapport financier annuel

2007

Exercice terminé le 31 décembre

Montréal

Rapport financier annuel

2007

Exercice terminé le 31 décembre

Montréal

Rapport financier annuel 2007

VILLE DE MONTRÉAL

Rapport financier annuel
Exercice terminé le 31 décembre 2007

Déposé au greffe de la Ville de Montréal
le 23 avril 2008

Montréal

**Préparé par le Service des finances,
Direction de la comptabilité et du
contrôle financier**

Table des matières

Page

INTRODUCTION

Message du maire et du président du comité exécutif III
Message du directeur général et du trésorier V
Carte géographique du territoire de Montréal VII
L'organisation municipale IX

INFORMATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE

Responsabilité de l'administration municipale à l'égard de la présentation de l'information financière 1
Rapport du vérificateur général de Montréal 2
Rapport des vérificateurs externes 3
États financiers consolidés
État consolidé de la situation financière 5
État consolidé des activités financières 6
État consolidé de l'évolution de la situation financière 7
Annexe 1 – Activités financières de fonctionnement consolidées 8
Annexe 2 – Activités financières d'immobilisations consolidées 9
Annexe 3 – Surplus non affecté consolidé 10
Annexe 4 – Surplus affecté consolidé 11
Annexe 5 – Réserves financières et fonds réservés consolidés 12
Annexe 6 – Montant à pourvoir dans le futur consolidé 13
Notes et tableaux complémentaires 14
Tableau 1 – Activités financières de fonctionnement consolidées par compétence 36
Tableau 2 – Activités financières d'immobilisations consolidées par compétence 38
Tableau 3 – Dépenses de fonctionnement consolidées par objet 40
Tableau 4 – Dépenses d'immobilisations consolidées par objet 41
Tableau 5 – Endettement total net à long terme consolidé 42
Informations sectorielles
Tableau 6 – Situation financière consolidée par organisme 43
Tableau 7 – Activités financières de fonctionnement consolidées par organisme 44
Tableau 8 – Activités financières d'immobilisations consolidées par organisme 45
Tableau 9 – Dépenses par objet consolidées par organisme 46
Tableau 10 – Administration municipale - Activités financières de fonctionnement non consolidées par compétence 48
Tableau 11 – Administration municipale - Activités financières d'immobilisations non consolidées par compétence 50

RENSEIGNEMENTS SUPPLÉMENTAIRES CONSOLIDÉS (non vérifiés)

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés 52
Analyse des dépenses de fonctionnement consolidées 58
Analyse du coût des services municipaux consolidé 61
Analyse des dépenses d'immobilisations consolidées selon leur nature 62
Mouvement des placements consolidés du fonds d'amortissement 63
Échéance de la dette à long terme consolidée 64
Mouvement de la dette à long terme consolidée 66
Gestion de l'eau
Activités financières de fonctionnement consolidées reliées à la gestion de l'eau 68
Activités financières d'immobilisations consolidées reliées à la gestion de l'eau 70

Table des matières

Page

INFORMATION FINANCIÈRE NON CONSOLIDÉE

Administration municipale - Ventilation des dépenses mixtes

Rapport du vérificateur général de Montréal sur la ventilation des dépenses mixtes 73

Tableau de la ventilation des dépenses mixtes 74

Notes complémentaires 76

INFORMATION COMPLÉMENTAIRE ET STATISTIQUES NON CONSOLIDÉES (non vérifiées)

Évaluation imposable équivalente 77

Taux de taxation de 2006 à 2008

Immeubles de la catégorie résiduelle (cinq logements et moins) 78

Immeubles de six logements ou plus 79

Immeubles non résidentiels 80

Valeurs imposables et non imposables

Par arrondissements, Ville de Montréal 81

Par villes liées, agglomération de Montréal 82

Statistiques générales 83

Introduction

2007

MESSAGE DU MAIRE ET DU PRÉSIDENT DU COMITÉ E

Chères citoyennes,
Chers citoyens,

Depuis qu'elle dirige les destinées de la Ville de Montréal, notre administration a toujo
finances publiques avec une grande prudence et une grande rigueur. Les états financiers de
une fois de plus la preuve.

La Ville de Montréal termine l'année 2007 avec un excédent budgétaire de 93 millions de d
représente 2,4 % du budget de 3,92 milliards de dollars qui avait été adopté pour cet exerc

Ce surplus est dû notamment aux efforts déployés par l'ensemble de nos unités adminis
atteindre l'objectif de la revue des activités, services, opérations et programmes que nous a
en 2006 pour recentrer la Ville sur ses missions essentielles, améliorer notre performance
.ielle et dégager de nouvelles marges de manœuvre financières.

Au terme de ce vaste exercice, nous visions à réduire nos dépenses de 300 millions de d
effectifs de 1000 postes d'ici 2009. Déjà, en 2007, nous avons réalisé des économies récu
près de 100 millions de dollars et éliminé un peu plus de 150 postes. Nous sommes donc
voie pour atteindre notre objectif, d'autant plus que ces efforts de rationalisation se pour
encore plus d'acuité en 2008.

La vigueur du marché immobilier, une gestion plus serrée de la dette et une hausse des reve
sur nos placements et l'encaisse ont aussi contribué à l'atteinte de ce surplus de fin d'anné

Par contre, les coûts additionnels liés aux opérations de déneigement à la toute fin de l'anr
affecté les résultats de cet exercice financier. Principalement en raison des fortes chutes
décembre 2007, ces opérations ont causé, à ce seul chapitre, un déficit de 34,3 millions de
écart a été comblé par les surplus générés par les autres activités des arrondissements.

Notre décision d'allouer à même les résultats de l'année 2007 une contribution additionnel
lions de dollars à la Société de transport de Montréal a aussi affecté notre surplus de fin d'
contribution additionnelle aidera la STM à améliorer ses infrastructures et son offre de servi

Comme prévu, une bonne partie du surplus de 2007 doit être affectée au budget 2008, ainsi
en œuvre de diverses autres décisions d'ordre budgétaire prises par le conseil municipal
d'agglomération.

Également, tel que nous l'avions annoncé, il y a quelques semaines, une somme de 15
dollars est exceptionnellement retournée aux arrondissements pour combler les déficits
l'exploitation des sites d'élimination de la neige durant l'hiver 2007-2008.

Nous pensons aussi en terme d'avenir. Notre initiative de créer deux fonds – le Fonds de l'

Nous sommes par ailleurs très heureux et très fiers de constater que notre saine gestion des der
a été reconnue par l'agence Moody's. Cette agence de notation, l'une des plus renommées et
monde, nous a décerné une cote de crédit Aa2, la meilleure de l'histoire de Montréal.

En maintenant cette cote de crédit au même niveau dans sa dernière analyse financière s
Moody's reconnaissait que notre ville avait réussi à dégager des surplus de financement malgré
lité budgétaire limitée et les nombreux défis auxquels elle a été confrontée sur le plan organisati
analyse de Moody's mentionnait aussi que les indicateurs financiers de Montréal laissaient p
stabilité et une performance financières satisfaisantes.

Ces commentaires nous incitent évidemment à poursuivre notre travail afin que la situation fi
Montréal continue à s'améliorer. Nous avons toujours bon espoir de convaincre le gouvernement
de nous donner de nouveaux leviers pour accroître l'autonomie administrative et financière de l

Pour que Montréal assume pleinement son rôle de métropole et de moteur économique du Q
ne pourrons compter indéfiniment sur des revenus qui proviennent à 72 % des impôts fonciers. N
donc obtenir un meilleur partage de la richesse créée sur le territoire montréalais et av
de nouvelles sources de financement prévisibles et permanentes. Cet enjeu est fondamental po
puissions continuer à prendre soin de notre ville, à améliorer sans cesse notre qualité de vi
massivement dans la réhabilitation de nos infrastructures, et à développer les atouts et réal
potentiel de Montréal.

Nous voulons le meilleur pour Montréal, pour vous, citoyennes et citoyens, et c'est le grand défi
continuons à consacrer tous nos efforts.

Le maire de Montréal,

Gérald Tremblay

Le président du comité exécutif

Frank Zampino, FCA

MESSAGE DU DIRECTEUR GÉNÉRAL ET DU TRÉSORIER

Mesdames,
Messieurs,

La Ville présente son deuxième rapport d'activités sous la nouvelle gouvernance mise en place le 1er janvier 2006. Ainsi, Montréal a bénéficié en 2007 d'une plus grande stabilité organisationnelle. Nous avons travaillé à améliorer la qualité des services dispensés aux citoyennes et citoyens de l'ensemble du territoire de l'île de Montréal et ce, malgré une situation financière qui demeure toujours fragile.

Les états financiers de 2007 présentent une version consolidée des activités financières de la Ville lesquelles incluent les organismes qui composent son périmètre comptable dont la Société de transport de Montréal. C'est pourquoi, les données financières consolidées de 2007 ne peuvent être comparées à celles de 2006.

La revue de nos activités administratives amorcée en août 2006 nous a permis de réaliser à nouveau, pour l'exercice financier 2007, des économies de l'ordre de 100 millions de dollars, tout en maintenant le gel de l'embauche. Plus de 2 300 activités ont ainsi été analysées. Un exercice d'une telle ampleur implique de nombreux ajustements au niveau de nos modes de gestion. À chaque étape de ce processus, lequel se poursuivra jusqu'en 2009, nous avons questionné nos choix en n'oubliant pas les besoins réels du citoyen. Ainsi, ce travail nous permettra d'explorer de nouvelles avenues afin d'offrir à la population des services encore plus efficients.

L'exercice financier 2007 présente un surplus de 93 millions de dollars. Ce surplus est en partie attribuable à une augmentation des revenus provenant de la croissance de l'activité immobilière. De plus, la poursuite du programme de révision de nos activités nous a également fait réaliser des économies appréciables. En ce qui concerne la gestion de la dette, nous poursuivons notre politique qui, jusqu'à maintenant, a porté fruit. En 2007, la dette de la Ville a connu une légère diminution. En matière de placements, la Ville a pu profiter d'une situation favorable des marchés financiers et a bénéficié substantiellement, tant au niveau de sa dette que de son encaisse, de taux d'intérêt favorables.

Depuis la création du Fonds de l'eau en 2003 et du Fonds de la voirie en 2006, nous avons pu offrir à la population des infrastructures de meilleure qualité. L'approche mise en place dans ces fonds nous a permis de payer au comptant des travaux qui, dans un autre contexte, auraient nécessité des emprunts. La Ville a ainsi réalisé des économies importantes. En 2007, nous avons accéléré les travaux de réfection et de modernisation de nos infrastructures. Nous avons investi 268,8 millions de dollars dans les activités reliées à l'eau et 297,4 M$ dans celles de la voirie artérielle et locale.

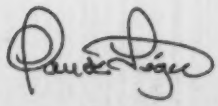
Le surplus budgétaire de 2007 se révèle moins important que celui des années antérieures. À elles seules, les activités reliées directement à la neige ont enregistré un déficit de 34 millions de dollars. De plus, nous avons effectué une contribution supplémentaire à la Société de transport de Montréal de l'ordre de 27 millions de dollars.

Du surplus de 93 millions de dollars réalisé en 2007, un montant significatif, soit environ 80 %, a déjà été réaffecté à l'équilibre budgétaire et à plusieurs activités, entre autres, le renflouement du déficit enregistré par l'exploitation des sites d'élimination de la neige. Pour ce dernier item, la Ville y consacrera 15 millions de dollars en 2007 et 2008.

Tout au long de l'exercice budgétaire 2007, nous nous sommes employés à gérer prudemment et avec rigueur l'argent des contribuables. Ainsi, pour une deuxième année consécutive, l'agence de cotation Moody's a reconnu la qualité de notre approche de gestion en nous décernant la cote Aa2. Il s'agit là de la meilleure cote de crédit de l'histoire de Montréal. Cette distinction, nous la devons en grande partie aux choix administratifs que nous avons faits ces dernières années. La création de fonds dédiés contribue à alléger grandement le fardeau de la dette de la Ville, ce qui n'est pas étranger à notre performance. La mise sur pied, en 2007, d'un nouveau fonds dédié à l'investissement constitue un moyen supplémentaire que se donne notre administration afin d'accélérer le développement économique de Montréal.

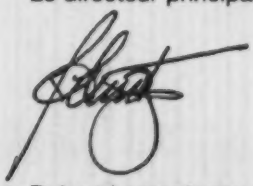
La qualité de la gestion d'une administration s'appuie avant tout sur la qualité de ses employés. Pour gérer de façon responsable, il est essentiel que nos employés comprennent nos objectifs et nos enjeux et contribuent à relever nos défis. Leur engagement témoigne de leur compréhension et de leur attachement à leur Ville. Sans leur professionnalisme et leur dévouement, aucun projet d'envergure n'aurait pu voir le jour. Nous les en remercions. Les résultats financiers de 2007 démontrent notre volonté de tout mettre en œuvre afin que les Montréalaises et les Montréalais soient fiers de leur ville et aient confiance en son avenir.

Le directeur général,



Claude Léger, ing.

Le directeur principal du Service des finances et trésorier,



Robert Lamontagne, CA, MBA

L'île de Montréal
et sa population

© DIRECTION DPH inc. 2006

L'île de Montréal
et sa population

© DIVERSITOR DPH inc. 2006

Rapport financier annuel 2007

L'ORGANISATION MUNICIPALE

Depuis le 1er janvier 2006, le pouvoir d'administrer la Ville de Montréal est partagé en compétences d'agglomération et en compétences locales. La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* attribue à la Ville de Montréal le pouvoir de fournir des services, et de gérer les équipements communs pour l'ensemble des citoyennes et citoyens de l'île de Montréal. La Ville de Montréal offre également les services locaux à la population de son territoire.

Le conseil d'agglomération de Montréal

Les compétences d'agglomération sont exercées au sein du conseil d'agglomération. Cette instance politique et décisionnelle de la Ville de Montréal détient le pouvoir d'adopter tout règlement, d'autoriser toute dépense et d'imposer toute taxe dans ses champs de compétence sur l'ensemble du territoire qu'elle dessert.

Au conseil d'agglomération, les villes possèdent une représentation et un droit de vote proportionnel à leur poids démographique respectif. Le conseil d'agglomération est présidé par le maire de Montréal et est composé de :

- 15 élus du conseil municipal de Montréal désignés par le maire
- 14 maires représentant les 15 villes reconstituées (il n'y a qu'un représentant pour L'île-Dorval et Dorval)
- 1 représentant supplémentaire pour la municipalité de Dollard-Des Ormeaux, choisi par le maire de cette municipalité

À titre de ville centrale au sein de l'agglomération montréalaise, la Ville assure des services communs aux citoyennes et citoyens de toutes les municipalités dans une approche d'équité et de saine gestion des fonds publics. Parmi ces services, notons :

- la sécurité : la police, les pompiers et le 9-1-1
- la gestion de l'eau, à l'exception des conduites locales
- le transport en commun
- le plan de gestion des matières résiduelles
- la gestion des rues et des routes du réseau artériel de l'île
- l'évaluation foncière
- la promotion économique
- la cour municipale

Le coût de ces services est défrayé à même les revenus provenant de la taxe d'agglomération, appelée aussi taxe commune, versée par tous les contribuables de l'ensemble de l'île de Montréal.

Le conseil municipal et les conseils d'arrondissement

La Ville de Montréal assume également ses responsabilités à l'égard de toutes les compétences locales sur son territoire. Ces compétences sont partagées entre des instances politiques de deux niveaux : le conseil municipal et les conseils d'arrondissement.

Le **conseil municipal,** composé de 65 élus comprenant le maire de Montréal, est responsable notamment :

- de l'adoption du plan d'urbanisme qui définit les grandes orientations du développement de la Ville de Montréal
- de l'adoption du budget annuel et du programme triennal d'immobilisations
- de la gestion de différents organismes municipaux tels que le Conseil interculturel, le Conseil du patrimoine et l'Office de consultation publique

Les **19 conseils d'arrondissement,** composés chacun d'au moins cinq élus incluant la mairesse ou le maire d'arrondissement, sont responsables des services locaux, dont :

- la réglementation d'urbanisme
- le développement économique local, communautaire et social
- les équipements locaux de culture et de loisirs
- les parcs locaux
- la gestion des rues locales
- la propreté

Le coût inhérent aux services locaux fournis sur le territoire de la Ville de Montréal est défrayé à même les revenus provenant de la taxe municipale locale, laquelle est acquittée par l'ensemble des contribuables de la Ville de Montréal. Dans certains cas, les contribuables d'un arrondissement peuvent être appelés, selon les décisions de leur conseil d'arrondissement, à verser une taxe d'arrondissement pour des services locaux.

Les états financiers et la gouvernance

Selon les dispositions de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* toutes les dépenses et les revenus réalisés par la Ville de Montréal doivent être comptabilisés et répartis en fonction de la structure de gouvernance, c'est-à-dire entre le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal.

Dans ce modèle de gouvernance, Montréal à titre de ville centrale au sein de l'agglomération, joue un rôle de premier plan dans la gestion des services dispensés à la population de l'île de Montréal. Tant à l'échelle de l'île qu'au niveau local, elle offre à chaque citoyenne et citoyen des services de qualité avec le souci constant de gérer de façon responsable les deniers publics.

Information financière consolidée

2007

Les **19 conseils d'arrondissement,** composés chacun d'au moins cinq élus incluant la mairesse ou le maire d'arrondissement, sont responsables des services locaux, dont :

- la réglementation d'urbanisme
- le développement économique local, communautaire et social
- les équipements locaux de culture et de loisirs
- les parcs locaux
- la gestion des rues locales
- la propreté

Le coût inhérent aux services locaux fournis sur le territoire de la Ville de Montréal est défrayé à même les revenus provenant de la taxe municipale locale, laquelle est acquittée par l'ensemble des contribuables de la Ville de Montréal. Dans certains cas, les contribuables d'un arrondissement peuvent être appelés, selon les décisions de leur conseil d'arrondissement, à verser une taxe d'arrondissement pour des services locaux.

Les états financiers et la gouvernance

Selon les dispositions de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations,* toutes les dépenses et les revenus réalisés par la Ville de Montréal doivent être comptabilisés et répartis en fonction de la structure de gouvernance, c'est-à-dire entre le budget du conseil d'agglomération et le budget du conseil municipal.

Dans ce modèle de gouvernance, Montréal à titre de ville centrale au sein de l'agglomération, joue un rôle de premier plan dans la gestion des services dispensés à la population de l'île de Montréal. Tant à l'échelle de l'île qu'au niveau local, elle offre à chaque citoyenne et citoyen des services de qualité avec le souci constant de gérer de façon responsable les deniers publics.

Information financière consolidée

2007

Responsabilité de l'administration municipale à l'égard de la présentation de l'information financière

Les états financiers consolidés présentés dans ce rapport ont été préparés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux administrations locales élaborés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, le tout tel que décrit à la note 3 afférente à ces états financiers consolidés.

Les états financiers consolidés et toute l'information figurant dans le présent rapport financier annuel sont la responsabilité de l'administration municipale. Cette dernière s'est également assurée de la cohérence entre les états financiers consolidés et toutes les autres informations divulguées dans le rapport financier annuel.

Pour évaluer certains faits et opérations, l'administration municipale a procédé à des estimations d'après la meilleure appréciation qu'elle avait de la situation et en tenant compte de l'importance relative.

L'administration municipale a la responsabilité de maintenir des systèmes de contrôle interne et de comptabilité appropriés qui fournissent une assurance raisonnable que les politiques de la Ville sont suivies, que ses opérations sont effectuées conformément aux lois et autorisations appropriées, que ses biens sont convenablement conservés et que les états financiers consolidés reposent sur des registres comptables fiables.

Les pouvoirs et les compétences de la Ville sont exercés, soit par le conseil d'agglomération, soit par le conseil municipal ou encore par les conseils d'arrondissements.

Les responsabilités du comité de vérification, lequel est composé de cinq membres dont deux proviennent de l'externe, comprennent la surveillance du processus de présentation et de communication de l'information financière, ce qui englobe notamment la révision des états financiers consolidés et des autres éléments contenus dans le présent rapport financier annuel.

Le vérificateur général de Montréal et les vérificateurs externes, Samson Bélair / Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l., ont vérifié les états financiers consolidés et ont présenté les rapports qui suivent.

Robert Lamontagne, CA, MBA
Directeur principal et Trésorier

Claude Léger, ing.
Directeur général

Montréal, le 15 avril 2008

Montréal

Bureau du vérificateur général
1550, rue Metcalfe
Bureau 1201
Montréal (Québec) H3A 3P1

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE MONTRÉAL

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

J'ai vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2007 et les états consolidés des activités financières et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Ville. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À mon avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2007 ainsi que des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Le vérificateur général de Montréal,

Michel Doyon, CA

Montréal, le 15 avril 2008

Deloitte.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.
1, Place Ville Marie
Bureau 3000
Montréal QC H3B 4T9
Canada

Tél. : 514-393-5183
Téléc. : 514-390-4109
www.deloitte.ca

Rapport des vérificateurs externes

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du Conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du Conseil d'agglomération de Montréal

Nous avons vérifié l'état consolidé de la situation financière de la Ville de Montréal au 31 décembre 2007 et les états consolidés des activités financières et de l'évolution de la situation financière de l'exercice terminé à cette date. La responsabilité de ces états financiers incombe à la direction de la Ville. Notre responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces états financiers en nous fondant sur notre vérification.

Notre vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les états financiers sont exempts d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les états financiers. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des états financiers.

À notre avis, ces états financiers consolidés donnent, à tous les égards importants, une image fidèle de la situation financière de la Ville au 31 décembre 2007 ainsi que des résultats de ses activités et de l'évolution de sa situation financière pour l'exercice terminé à cette date selon les principes comptables généralement reconnus du Canada.

Samson Bélair/Deloitte & Touche s.e.n.c.r.l.

Comptables agréés

Montréal, Canada
Le 15 avril 2008

Rapport financier annuel

2007

État consolidé de la situation financière
Au 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Notes	2007	2006 (note 2)
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse et placements temporaires	4	715 591	539 502
Placements	4	1 236 229	1 184 314
Débiteurs	5	2 469 658	1 811 929
Propriétés destinées à la revente		4 780	2 013
Prêts	6	30 314	7 770
		4 456 572	3 545 528
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations	7	7 540 452	5 664 636
Propriétés destinées à la revente		87 494	122 838
Stocks		51 637	23 559
Autres actifs non financiers	8	46 316	45 105
		7 725 899	5 856 138
		12 182 471	9 401 666
PASSIFS			
Emprunts temporaires	9	113 140	
Créditeurs, provisions et charges à payer	10	1 244 125	995 039
Subventions reportées			1 223 753
Revenus reportés	11	142 254	180 725
Dette à long terme	12	7 600 313	6 552 882
Passif au titre des avantages sociaux futurs	13	288 039	133 632
		9 387 871	9 086 031
AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Solde des fonds			
Surplus non affecté		93 629	93 674
Surplus affecté		256 870	247 509
Réserves financières et fonds réservés		(62 068)	(223 634)
Montant à pourvoir dans le futur		(1 621 077)	(198 470)
		(1 332 646)	(80 921)
Investissement net dans les immobilisations	14	4 127 246	
Investissement net dans les éléments d'actifs à long terme			396 556
		2 794 600	315 635
Engagements et éventualités	17		
		12 182 471	9 401 666

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé des activités financières
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Note	2007		2006
		Budget	Réalisations	Réalisations
				(note 2)
Revenus				
Taxes		2 579 912	2 597 439	2 526 576
Paiements tenant lieu de taxes		245 877	242 893	246 309
Transferts	15	639 269	780 803	434 641
Services rendus		643 465	638 956	178 156
Imposition de droits		103 778	132 202	110 774
Amendes et pénalités		201 658	155 708	143 018
Intérêts		103 602	137 459	116 239
Autres revenus		100 968	239 886	88 297
		4 618 529	4 925 346	3 844 010
Dépenses de fonctionnement et d'immobilisations				
Administration générale		640 152	504 913	518 527
Sécurité publique		845 596	865 685	789 736
Transport		1 726 974	1 571 092	858 238
Hygiène du milieu		500 256	457 991	445 543
Santé et bien-être		126 805	152 201	126 897
Aménagement, urbanisme et développement		223 513	214 636	208 012
Loisirs et culture		533 012	504 007	497 926
Frais de financement		453 595	427 837	400 947
		5 049 903	4 698 362	3 845 826
Surplus (déficit) de l'exercice		(431 374)	226 984	(1 816)
Financement				
Financement à long terme des activités financières de fonctionnement				1 260
Financement à long terme des activités financières d'immobilisations		897 537	554 191	432 775
Remboursement de la dette à long terme		(491 948)	(378 279)	(400 497)
		405 589	175 912	83 538
Variation des fonds de l'exercice avant la variation du montant à pourvoir		(25 785)	402 896	81 722
Variation du montant à pourvoir				488 305
Variation des fonds de l'exercice			402 896	570 027
Solde des fonds au début de l'exercice déjà établi			(80 921)	(650 948)
Redressement au 1er janvier 2007	2		(1 654 621)	
Solde des fonds redressé			(1 735 542)	(650 948)
Solde des fonds à la fin de l'exercice			(1 332 646)	(80 921)

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

État consolidé de l'évolution de la situation financière
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Activités financières		
Surplus (déficit) de l'exercice	226 984	(1 816)
Éléments n'affectant pas les espèces et quasi-espèces		
Variation du montant à pourvoir dans le futur		7 665
Réduction du recours à l'emprunt – Dépenses d'activités financières de fonctionnement		3 444
Autres	(23 607)	2 339
	203 377	11 632
Variation des éléments hors caisse		
Débiteurs	(299 158)	77
Prêts	(21 749)	
Propriétés destinées à la revente	(2 377)	
Stocks	(1 589)	1 258
Autres actifs non financiers	(100)	11 990
Créditeurs, provisions et charges à payer	113 236	(33 722)
Revenus reportés	(1 135)	38 286
Passif au titre des avantages sociaux futurs	53 798	
	44 303	29 521
Activités d'investissement		
Acquisition de placements	(264 255)	(199 381)
Cession de placements	333 079	84 603
	68 824	(114 778)
Activités de financement		
Produit des emprunts	892 769	690 191
Remboursement de la dette à long terme net des refinancements	(630 465)	(284 048)
Rachat d'obligations par refinancement	(92 002)	(207 259)
	170 302	198 884
Évolution nette des espèces et quasi-espèces	283 429	113 627
Espèces et quasi-espèces au début	539 502	425 875
Redressement au 1er janvier 2007	(220 480)	
Solde redressé	319 022	425 875
Espèces et quasi-espèces à la fin	602 451	539 502

Les espèces et quasi-espèces sont constituées de l'encaisse, des placements temporaires et des emprunts temporaires.

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexe 1 – Activités financières de fonctionnement consolidées

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007		2006
	Budget	**Réalisations**	**Réalisations**
			(note 2)
Revenus			
Taxes	**2 579 912**	**2 597 439**	2 526 576
Paiements tenant lieu de taxes	**245 877**	**242 893**	246 309
Transferts	**550 519**	**391 631**	375 547
Services rendus	**643 465**	**638 956**	178 156
Imposition de droits	**103 778**	**132 202**	110 774
Amendes et pénalités	**201 658**	**155 708**	143 018
Intérêts	**103 602**	**137 459**	116 239
Autres revenus	**94 944**	**223 458**	76 378
	4 523 755	**4 519 746**	3 772 997
Dépenses de fonctionnement			
Administration générale	**559 183**	**454 706**	478 830
Sécurité publique	**813 435**	**830 115**	765 816
Transport	**1 133 528**	**1 139 545**	619 491
Hygiène du milieu	**354 706**	**342 084**	324 635
Santé et bien-être	**126 805**	**148 613**	124 758
Aménagement, urbanisme et développement	**157 144**	**160 033**	157 105
Loisirs et culture	**413 592**	**425 398**	418 928
Frais de financement	**453 595**	**427 837**	400 947
	4 011 988	**3 928 331**	3 290 510
Surplus de l'exercice	**511 767**	**591 415**	482 487
Financement			
Financement à long terme des activités financières de fonctionnement			1 260
Remboursement de la dette à long terme	**(491 948)**	**(378 279)**	(400 497)
	(491 948)	**(378 279)**	(399 237)
Affectations			
Activités financières d'immobilisations	**(23 774)**	**(87 662)**	(15 463)
Surplus non affecté		**(13 403)**	
Surplus affecté	**47 742**	**81 133**	95 156
Réserves financières et fonds réservés	**4 195**	**(43 919)**	(22 574)
Montant à pourvoir dans le futur	**(47 982)**	**(56 717)**	
	(19 819)	**(120 568)**	57 119
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice		**92 568**	140 369

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexe 2 – Activités financières d'immobilisations consolidées
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007		2006
	Budget	Réalisations	Réalisations
			(note 2)
Revenus			
Transferts	88 750	389 172	59 094
Autres revenus			
Contributions des promoteurs	6 024	12 519	11 835
Autres		3 909	84
	94 774	405 600	71 013
Dépenses d'immobilisations			
Administration générale	80 969	50 207	39 697
Sécurité publique	32 161	35 570	23 920
Transport	593 446	431 547	238 949
Hygiène du milieu	145 550	115 907	118 457
Santé et bien-être		3 588	807
Aménagement, urbanisme et développement	66 369	54 603	50 883
Loisirs et culture	119 420	78 609	78 998
	1 037 915	770 031	551 711
Autres dépenses			3 605
	1 037 915	770 031	555 316
Déficit de l'exercice	(943 141)	(364 431)	(484 303)
Financement			
Financement à long terme des activités financières d'immobilisations	897 537	554 191	482 775
Affectations			
Activités financières de fonctionnement	23 774	87 662	15 463
Surplus non affecté		(118)	123
Surplus affecté	20 000	4 488	13 081
Réserves financières et fonds réservés	1 830	28 574	4 209
	45 604	120 606	32 876
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières d'immobilisations de l'exercice		310 366	31 348

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexe 3 – Surplus non affecté consolidé
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Note	Virement de	Virement à	Solde
Compétences de nature locale				
Solde au 31 décembre 2006 déjà établi				**36 261**
Redressement au 1er janvier 2007	2			**(12 136)**
Solde redressé				**24 125**
Affectation – Activités financières de fonctionnement			(41 300)	**41 300**
Affectation – Surplus affecté			62 222	**(62 222)**
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice		99 276		**99 276**
Solde au 31 décembre 2007		99 276	20 922	**102 479**
Compétences d'agglomération				
Solde au 31 décembre 2006 déjà établi				**57 413**
Redressement au 1er janvier 2007	2			**5 741**
Solde redressé				**63 154**
Affectation – Activités financières de fonctionnement			27 897	**(27 897)**
Affectation – Activités financières d'immobilisations			(118)	**118**
Affectation – Surplus affecté		103	29 012	**(28 909)**
Affectation – Réserves financières et fonds réservés			8 608	**(8 608)**
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice		(6 708)		**(6 708)**
Solde au 31 décembre 2007		(6 605)	65 399	**(8 850)**
SURPLUS NON AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2007		92 671	86 321	**93 629**

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexe 4 – Surplus affecté consolidé
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Note	Virement de	Virement à	Solde
Compétences de nature locale				
Solde au 31 décembre 2006 déjà établi				**142 168**
Redressement au 1er janvier 2007	2			**909**
Solde redressé				**143 077**
Affectation – Activités financières de fonctionnement			39 829	**(39 829)**
Affectation – Activités financières d'immobilisations			3 917	**(3 917)**
Affectation – Surplus non affecté		62 222	103	**62 119**
Affectation – Réserves financières et fonds réservés		2 227	1 500	**727**
Solde au 31 décembre 2007		64 449	45 349	**162 177**
Compétences d'agglomération				
Solde au 31 décembre 2006 déjà établi				**105 341**
Redressement au 1er janvier 2007	2			**2 215**
Solde redressé				**107 556**
Affectation – Activités financières de fonctionnement			41 304	**(41 304)**
Affectation – Activités financières d'immobilisations			571	**(571)**
Affectation – Surplus non affecté		29 012		**29 012**
Solde au 31 décembre 2007		29 012	41 875	**94 693**
SURPLUS AFFECTÉ – Solde au 31 décembre 2007		93 461	87 224	**256 870**

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexe 5 – Réserves financières et fonds réservés consolidés

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Solde au 31/12/2006 déjà établi	Redressement au 1er janvier 2007 (note 2)	Activités financières – de fonctionnement – Virement de	Activités financières – de fonctionnement – Virement à	Activités financières – d'immobilisations – Virement de	Activités financières – d'immobilisations – Virement à	Solde au 31/12/2007
RÉSERVES FINANCIÈRES							
Compétences de nature locale							
Gestion de l'eau	3 426		46 918	38 620		2 570	**9 154**
Compétences d'agglomération							
Gestion de l'eau	17 411		50 905	17 670		8 039	**42 607**
Gestion de la voirie	16 807		19 691	13 105		14 578	**8 815**
	34 218		70 596	30 775		22 617	**51 422**
	37 644		117 514	69 395		25 187	**60 576**
FONDS RÉSERVÉS							
Compétences de nature locale							
Parcs et terrains de jeux	8 644		2 609	104		690	**10 459**
Financement des dépenses d'immobilisations	(168 669)				61 742		**(106 927)**
Solde des règlements d'emprunt fermés	7 536					2 227	**5 309**
Unités de stationnement	2 838		483	50		25	**3 246**
Fonds de roulement	2 394		1 536			130	**3 800**
Fonds de réserves foncières	1 754		180				**1 934**
Frais d'émission de titres	1 020			58			**962**
Autres	343		20				**363**
	(144 140)		4 828	212	61 742	3 072	**(80 854)**
Compétences d'agglomération							
Financement des dépenses d'immobilisations	(117 138)	(176 509)			248 624		**(45 023)**
Solde des règlements d'emprunt fermés		1 196					**1 196**
Fonds de roulement		3 287	1 292			2 542	**2 037**
	(117 138)	(172 026)	1 292		248 624	2 542	**(41 790)**
	(261 278)	(172 026)	6 120	212	310 366	5 614	**(122 644)**
RÉSERVES FINANCIÈRES ET FONDS RÉSERVÉS	(223 634)	(172 026)	123 634	69 607	310 366	30 801	**(62 068)**

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Annexe 6 – Montant à pourvoir dans le futur consolidé
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Solde au 31/12/2006 déjà établi	Redressement au 1er janvier 2007 (note 2)	Ajouter	Déduire	Solde au 31/12/2007
Mesures transitoires relatives au 1er janvier 2000					
Intérêts courus	(27 412)			25 189	**(2 223)**
Avantages sociaux	(37 426)	(15 742)		6 675	**(46 493)**
	(64 838)	(15 742)		31 864	**(48 716)**
Avantages sociaux futurs					
Régime de retraite	(27 398)	(7 703)	(30 428)		**(65 529)**
Autres régimes	(106 234)	(91 320)			**(197 554)**
	(133 632)	(99 023)	(30 428)		**(263 083)**
Modifications des normes comptables au 1er janvier 2007					
Financement à long terme des activités de fonctionnement		(1 364 559)		55 281	**(1 309 278)**
MONTANT À POURVOIR DANS LE FUTUR	(198 470)	(1 479 324)	(30 428)	87 145	**(1 621 077)**

Les notes et tableaux complémentaires font partie intégrante des états financiers consolidés.

Notes et tableaux complémentaires
31 décembre 2007

1- STATUT

La Ville de Montréal (la Ville) est un organisme municipal constitué le 1er janvier 2002, en vertu de la *Charte de la Ville de Montréal* (L.R.Q., chapitre C-11.4).

Le 1er janvier 2006, à la suite des résultats du scrutin référendaire tenu en 2004 en vertu de la *Loi concernant la consultation des citoyens sur la réorganisation territoriale de certaines municipalités* (L.Q.2003, chapitre 14), les anciennes municipalités de Baie-d'Urfé, de Beaconsfield, de Côte-Saint-Luc, de Dollard-Des Ormeaux, de Dorval, de Hampstead, de Kirkland, de L'Île-Dorval, de Montréal-Est, de Montréal-Ouest, de Mont-Royal, de Pointe-Claire, de Sainte-Anne-de-Bellevue, du Village de Senneville et de Westmount ont été reconstituées, créant ainsi une Ville de Montréal résiduaire de 19 arrondissements, laquelle regroupe 87 % de la population totale de l'île de Montréal. Conformément aux dispositions de cette loi, toutes les municipalités situées sur l'île de Montréal demeurent toutefois liées les unes aux autres et forment une agglomération correspondant au territoire de la Ville de Montréal tel qu'il existait au 31 décembre 2005.

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., chapitre E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret numéro 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, la Ville de Montréal résiduaire constitue la municipalité centrale chargée d'exercer, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération.

L'agglomération est sous l'autorité d'un conseil d'agglomération, instance politique et décisionnelle, investie des pouvoirs décisionnels de taxation et de tarification pour les services d'agglomération. Le conseil d'agglomération est un organe délibérant de la municipalité centrale, distinct du conseil de la Ville visé par l'article 14 de la *Charte de la Ville de Montréal*. Il est formé de représentants de chacune des municipalités liées; le nombre de représentants de chacune des municipalités est établi de façon proportionnelle à l'importance relative de leur population respective.

2- MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES

Le 1er janvier 2007, la Ville a adopté les normes comptables publiées par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés applicables aux administrations locales et a aussi modifié sa présentation de l'investissement net dans les éléments d'actifs à long terme. Auparavant, les états financiers de la Ville étaient présentés conformément aux principes comptables généralement reconnus en comptabilité municipale au Québec et aux particularités décrites dans les notes afférentes aux états financiers antérieurs.

Les modifications des méthodes comptables, décrites dans les paragraphes qui suivent, ont été appliquées de façon rétroactive sans retraitement des états financiers des exercices antérieurs. L'effet cumulatif de ces modifications sur les comptes d'actifs, de passifs et de l'avoir des contribuables est reconnu au 1er janvier 2007 (voir note 2 l).

a) Périmètre de consolidation

À compter de l'exercice 2007, les états financiers regroupent les comptes de la Ville et ceux des organismes qu'elle contrôle. Auparavant, les informations relatives à ces organismes étaient données par voie de note aux états financiers.

b) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette. Dans les exercices antérieurs, elles étaient inscrites au coût.

c) Prêts

Les prêts, assortis de conditions avantageuses importantes, sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. Auparavant, les prêts étaient présentés à la valeur nominale.

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

2- MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

d) Dépenses reportées

Les dépenses d'élection ne sont plus présentées à titre de dépenses reportées.

e) Subventions reportées

Les subventions relatives à l'acquisition d'immobilisations ne font plus l'objet d'une comptabilisation à titre de subventions reportées à l'état de la situation financière. Avant 2007, les subventions reportées étaient amorties au même rythme que les immobilisations auxquelles elles se rapportaient.

f) Produits de la cession d'immobilisations et de propriétés destinées à la revente et revenus reportés afférents à ces cessions

Les produits de la cession des immobilisations et des propriétés destinées à la revente sont constatés à l'état des activités financières. Auparavant, les produits de ces cessions étaient comptabilisés aux revenus reportés dans l'état de la situation financière jusqu'à concurrence du solde de l'ensemble de la dette associé au règlement d'emprunt et à l'état des activités financières pour l'excédent. Les revenus reportés étaient amortis linéairement sur la durée résiduelle de l'emprunt.

g) Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette reliée à ces immobilisations et des gains de change nets non matérialisés afférents et augmentée des placements du fonds d'amortissement accumulés pour le remboursement de cette dette et des débiteurs à recouvrer de tiers pour ledit remboursement. Auparavant, l'investissement net dans les immobilisations était inclus dans l'investissement net dans les actifs à long terme.

h) Revenus de transfert relatifs à l'acquisition d'immobilisations

Les revenus de transfert relatifs à l'acquisition d'immobilisations sont constatés à l'état des activités financières lors de l'enregistrement des dépenses d'immobilisations auxquelles ils se rapportent, dans la mesure où la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité. Avant 2007, les revenus de transfert du gouvernement provincial relatifs à l'acquisition d'immobilisations étaient constatés à l'état des activités financières au moment de leur encaissement.

i) Revenus et dépenses d'intérêts

Les revenus d'intérêts sur les placements du fonds d'amortissement et sur les débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme existants au 1er janvier 2001 ainsi que les dépenses d'intérêts sur la dette à long terme émise avant cette date sont constatés selon la méthode de la comptabilité d'exercice à l'état des activités financières plutôt qu'en vertu de celle de la comptabilité de caisse.

j) Charge et obligation au titre des avantages sociaux futurs

La Ville constate une charge et une obligation liées aux régimes de retraite, aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi durant les exercices au cours desquels les services sont rendus par les employés. Avant 2007, la charge relative à ces régimes correspondait aux cotisations annuelles à verser et celle relative aux autres avantages sociaux futurs était comptabilisée selon la méthode de la comptabilité de caisse. La contrepartie de l'obligation initiale au titre des avantages sociaux futurs, établie au 1er janvier 2007, est inscrite à l'avoir des contribuables au poste « Montant à pourvoir dans le futur ».

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

2- MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

k) Remboursement de la dette à long terme

À compter de 2007, le remboursement de la dette à long terme présenté à l'état des activités financières inclut les versements en capital et les contributions au fonds d'amortissement pour des emprunts ayant servi à financer des immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers. Auparavant, les remboursements incluaient aussi ceux relatifs aux emprunts ayant servi à financer des propriétés destinées à la revente et des dépenses de fonctionnement ainsi que ceux couverts par des tiers.

l) L'effet des modifications des méthodes comptables

L'effet cumulatif, au 1er janvier 2007, des modifications des méthodes comptables sur l'avoir des contribuables consolidé et sur l'état consolidé de la situation financière est montré dans les tableaux qui suivent.

Redressement de l'avoir des contribuables consolidé au 1er janvier 2007
(en milliers de dollars)

Solde au 31 décembre 2006 déjà établi	315 635
Périmètre de consolidation	759 088
Propriétés destinées à la revente	(34 954)
Prêts	(4 911)
Dépenses reportées	(5 780)
Subventions reportées	1 223 753
Revenus reportés afférents aux cessions d'immobilisations et de propriétés destinées à la revente	40 106
Débiteurs - Organismes municipaux	34 510
	2 011 812
Solde consolidé redressé au 1er janvier 2007	2 327 447

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

2- MODIFICATIONS DES MÉTHODES COMPTABLES (suite)

I) L'effet des modifications des méthodes comptables (suite)

Redressement de l'état consolidé de la situation financière au 1er janvier 2007
(en milliers de dollars)

	31-12-2006 (déjà établi)	Modifications	01-01-2007
ACTIFS FINANCIERS			
Encaisse et placements temporaires	539 502	23 278	562 780
Placements	1 184 314	120 739	1 305 053
Débiteurs	1 811 929	385 599	2 197 528
Propriétés destinées à la revente		2 013	2 013
Prêts	7 770	795	8 565
	3 543 515	532 424	4 075 939
ACTIFS NON FINANCIERS			
Immobilisations	5 664 636	1 612 288	7 276 924
Propriétés destinées à la revente	124 851	(36 967)	87 884
Stocks	23 559	26 489	50 048
Autres actifs non financiers	45 105	1 111	46 216
	5 858 151	1 602 921	7 461 072
	9 401 666	2 135 345	11 537 011
PASSIFS			
Emprunts temporaires		243 758	243 758
Créditeurs, provisions et charges à payer	995 039	135 850	1 130 889
Subventions reportées	1 223 753	(1 223 753)	
Revenus reportés	180 725	(37 403)	143 322
Dette à long terme	6 552 882	904 472	7 457 354
Passif au titre des avantages sociaux futurs	133 632	100 609	234 241
	9 086 031	123 533	9 209 564
AVOIR DES CONTRIBUABLES			
Solde des fonds			
Surplus non affecté	93 674	(6 395)	87 279
Surplus affecté	247 509	3 124	250 633
Réserves financières et fonds réservés	(223 634)	(172 026)	(395 660)
Montant à pourvoir dans le futur	(198 470)	(1 479 324)	(1 677 794)
	(80 921)	(1 654 621)	(1 735 542)
Investissement net dans les immobilisations		4 062 989	4 062 989
Investissement net dans les éléments d'actif à long terme	396 556	(396 556)	
	315 635	2 011 812	2 327 447
	9 401 666	2 135 345	11 537 011

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Les états financiers consolidés sont dressés conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux administrations locales publiés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés.

Dans les notes, tableaux complémentaires et informations sectorielles, l'expression « Ville » désigne l'entité formée par la Ville de Montréal et les organismes qu'elle contrôle et l'expression « administration municipale » réfère à la Ville de Montréal excluant les organismes qu'elle contrôle.

Les principales conventions comptables sont les suivantes :

a) Périmètre de consolidation

Les états financiers consolidés regroupent les comptes de la Ville et des organismes qu'elle contrôle. Ces organismes sont : la Société de transport de Montréal, la Société d'habitation et de développement de Montréal, le Technoparc Saint-Laurent, la Société du parc Jean-Drapeau, le Conseil des arts de Montréal, le Conseil interculturel de Montréal, l'Office de consultation publique de Montréal, la Société de gestion NauBerges de Lachine et Anjou 80. Les transactions interorganismes et les soldes réciproques sont éliminés.

b) Méthode de comptabilité

La comptabilisation des transactions aux livres de la Ville s'effectue selon la méthode de la comptabilité d'exercice. En vertu de cette méthode, les revenus et les dépenses sont constatés au cours de l'exercice où ont lieu les faits et les transactions.

c) Utilisation d'estimations

La préparation des états financiers, conformément aux principes comptables généralement reconnus du Canada, exige que la direction formule des hypothèses et procède à des estimations qui ont une incidence sur les montants présentés aux titres des revenus, des dépenses, des actifs, des passifs, des engagements et des éventualités. Les résultats réels peuvent différer de ces estimations.

Les principales estimations comprennent : la provision pour créances douteuses, la valeur de réalisation nette des propriétés destinées à la revente, la durée de vie estimative des immobilisations, les provisions à l'égard des coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides et des contestations d'évaluation et les hypothèses actuarielles reliées à l'établissement des charges et des obligations au titre des avantages sociaux futurs.

d) Placements

Les placements temporaires sont présentés au moindre du coût et de leur juste valeur.

Les autres placements sont présentés au coût et sont dévalués lorsque survient une baisse de valeur durable. L'escompte ou la prime relatifs aux placements sont amortis selon la méthode de l'amortissement linéaire jusqu'à l'échéance. L'utilisation des sommes accumulées au compte « Placements – Fonds d'amortissement » est restreinte aux remboursements d'emprunts à long terme ne comportant pas de remboursement annuel.

e) Propriétés destinées à la revente

Les propriétés destinées à la revente sont comptabilisées au moindre du coût et de leur valeur de réalisation nette.

f) Prêts

Les prêts assortis de conditions avantageuses importantes sont présentés à la valeur nominale actualisée pour tenir compte de la valeur de l'élément subvention. L'écart d'actualisation est amorti sur la durée des prêts selon la méthode de l'intérêt réel.

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

g) Immobilisations

Les immobilisations sont comptabilisées au coût et sont amorties en fonction de leur durée de vie utile estimative. Les immobilisations sont amorties selon la méthode de l'amortissement linéaire sur les périodes suivantes :

Infrastructures	15 à 40 ans
Réseau du métro	25 à 100 ans
Bâtiments	25 à 40 ans
Améliorations locatives	5 à 15 ans
Véhicules	5 à 20 ans
Ameublement et équipement de bureau	5 à 10 ans
Machinerie, outillage et équipement	5 à 25 ans
Autres	20 à 25 ans

L'amortissement est porté en réduction de l'investissement net dans les immobilisations.

h) Stocks

Les stocks sont comptabilisés au prix coûtant, établi selon la méthode du coût moyen. Les stocks désuets sont radiés des livres.

i) Autres actifs non financiers

Les frais d'émission de titres sont amortis sur la durée des emprunts selon la méthode de l'amortissement linéaire.

j) Provision pour contestations d'évaluation

La provision pour contestations d'évaluation représente une estimation des remboursements, comprenant le capital et les intérêts, pouvant résulter de jugements relatifs à des contestations d'évaluation foncière ou de valeur locative et à des contestations de codification prévues en vertu de la *Loi sur la fiscalité municipale*.

k) Revenus reportés

Les primes à l'émission de titres sont amorties sur la durée des emprunts et les revenus reportés résultant d'une vente de concession sont amortis sur la durée de l'entente selon la méthode de l'amortissement linéaire. Les gains de change nets non matérialisés sont amortis selon la méthode décrite à la note 3 u).

l) Surplus affecté

Le surplus affecté correspond à la partie du surplus dont l'utilisation est réservée par la *Loi portant réforme de l'organisation territoriale municipale des régions métropolitaines de Montréal, de Québec et de l'Outaouais* (2000, chapitre 56), par la Charte de la Ville ou par des résolutions adoptées par le conseil municipal, le conseil d'agglomération et les conseils d'arrondissements.

m) Réserves financières et fonds réservés

Certaines sommes perçues par la Ville doivent être comptabilisées dans des comptes spéciaux et être utilisées à des fins spécifiques, notamment pour l'aménagement et l'entretien des parcs et terrains de jeux et d'unités de stationnement, pour la fourniture des services de l'eau et de la voirie. Les soldes relatifs au financement des dépenses d'immobilisations sont présentés dans les fonds réservés.

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

n) Montant à pourvoir dans le futur

Le montant à pourvoir dans le futur correspond au solde net des dépenses de fonctionnement constatées à l'état des activités financières qui feront l'objet d'une taxation future. À l'exception du solde lié à l'obligation initiale au 1er janvier 2007 relative aux avantages complémentaires de retraite et aux autres avantages sociaux futurs postérieurs à l'emploi, ce montant sera viré par affectation à l'état des activités financières sur des périodes estimatives s'échelonnant jusqu'en 2045. Le montant à pourvoir résulte des éléments suivants :

- l'application des mesures transitoires reliées à des modifications de conventions comptables survenues en l'an 2000 (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2020) ;

- l'obligation initiale au titre des avantages sociaux futurs (amortissement des régimes de retraite sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2017) ;

- le financement à long terme de certaines dépenses de fonctionnement reliées essentiellement au refinancement, effectué en 2003 et 2005, d'actes notariés concernant certains régimes de retraite (amortissement sur une période estimative s'échelonnant jusqu'en 2045) ;

o) Investissement net dans les immobilisations

L'investissement net dans les immobilisations correspond à la valeur comptable nette des immobilisations réduite de la portion de la dette reliée à ces immobilisations et des gains de change nets non matérialisés afférents et augmentée des placements du fonds d'amortissement accumulés pour le remboursement de cette dette et des débiteurs à recouvrer de tiers pour ledit remboursement.

p) Revenus de transfert

Les revenus de transfert sont constatés à l'état des activités financières lors de l'enregistrement des dépenses de fonctionnement et des dépenses d'immobilisations auxquelles ils se rapportent dans la mesure où la Ville a satisfait aux critères d'admissibilité.

q) Charges et obligations au titre des avantages sociaux futurs

- Régimes à prestations déterminées

Le passif relatif à ces régimes reflète l'écart, à la fin de l'exercice, entre la valeur des obligations au titre des prestations constituées et la valeur des actifs des régimes, net des gains et pertes actuariels non amortis et de la provision pour moins-value. L'évaluation actuarielle de ce passif est établie selon la méthode de répartition des prestations au prorata des années de service avec projection des salaires. Elle est aussi basée sur des hypothèses actuarielles qui incorporent la meilleure estimation de la direction reliée, entre autres, aux taux d'actualisation, aux taux de rendement prévus des actifs des régimes et aux taux de croissance des salaires et des coûts des soins de santé.

Les actifs des régimes sont évalués selon une valeur liée au marché établie sur une période n'excédant pas cinq ans.

Le coût des services passés, relié aux modifications des régimes, est constaté dans l'exercice au cours duquel les modifications sont apportées.

Les gains et pertes actuariels, résultant de l'écart entre le rendement réel et le rendement prévu des actifs des régimes ou découlant des modifications des hypothèses actuarielles, sont reportés puis amortis sur la durée de service moyenne restante des employés actifs. Au 31 décembre 2007, cette durée de service moyenne restante est établie à 11 ans.

- Régimes à cotisations déterminées et régimes de retraite des élus municipaux

La charge de retraite de ces régimes est constatée au moment où les cotisations sont dues.

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

r) Coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides

La Ville assumera, à compter de 2009 et pour une période estimée à 20 ans, les coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides qu'elle a exploitées. Ces coûts provisionnés correspondent à la valeur actualisée des dépenses liées au recouvrement final du site ainsi qu'au contrôle et à l'entretien des systèmes de captage et de traitement des biogaz et des produits de lixiviation. Ces coûts estimatifs sont constatés en fonction de la capacité utilisée des décharges.

Les hypothèses relatives au calcul de ces coûts sont révisées périodiquement pour tenir compte des progrès dans la gestion des décharges contrôlées de déchets solides.

s) Obligations environnementales

La Ville comptabilise un passif environnemental lorsque l'application de mesures correctives est probable et que les coûts de ces mesures peuvent être estimés de façon raisonnable.

t) Remboursement de la dette à long terme

Ce poste représente les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement relatifs aux emprunts servant à financer les dépenses d'immobilisations et pour lesquels ces remboursements ne sont pas couverts par des tiers.

u) Conversion de devises

Les revenus et les dépenses résultant d'opérations conclues en devises sont convertis en dollars canadiens aux cours en vigueur à la date des transactions.

Les actifs et passifs monétaires libellés en devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière.

Les remboursements d'emprunts et les versements au fonds d'amortissement, relatifs à des emprunts libellés en devises qui ne font pas l'objet d'une couverture contre les risques de change, sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de la transaction. Pour ces emprunts, les gains ou les pertes résultant de l'écart entre le taux de conversion original et le taux de conversion à la date du remboursement ou du versement sont imputés à l'état des activités financières.

Le gain ou la perte de change rattaché à un élément monétaire à long terme libellé en devises mais ne faisant pas l'objet d'une couverture contre les risques de change est constaté à l'état de la situation financière à titre d'élément reporté et imputé à l'état des activités financières selon la méthode de l'amortissement linéaire calculée sur la durée restante des emprunts.

v) Instruments financiers dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque de taux d'intérêt auxquels l'expose sa dette à long terme. Elle n'utilise pas d'instruments financiers à des fins de transaction ou de spéculation.

La Ville utilise des contrats de swaps de devises dans le cadre de la gestion du risque associé aux emprunts libellés en devises étrangères. Ces swaps de devises sont convertis aux taux de change en vigueur à la date de l'état de la situation financière. Ceux qui constituent des actifs financiers sont retranchés de la dette à long terme, ceux qui constituent des passifs financiers y sont ajoutés. Les gains et les pertes reliés à ces dérivés sont constatés dans la même période que les gains et les pertes de change rattachés à la dette correspondante et sont portés en réduction de ces derniers.

De plus, la Ville utilise des contrats de swaps de taux d'intérêt dans le cadre de la gestion du risque de taux d'intérêt relié à sa dette. Ces contrats donnent lieu à des échanges d'intérêt qui sont comptabilisés à titre d'ajustement des frais de financement. Les montants à payer à des contreparties ou à recevoir de contreparties sont pris en compte à titre d'ajustement des intérêts courus sur la dette correspondante.

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES (suite)

w) Compétences d'agglomération

En vertu de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., chapitre E-20.001), la Ville exerce, en plus de ses compétences de nature locale, les compétences d'agglomération sur l'ensemble du territoire formé par les municipalités liées. Les compétences portant sur l'évaluation municipale, le transport collectif des personnes, les voies de circulation constituant le réseau artériel, l'alimentation en eau et l'assainissement des eaux, l'élimination et la valorisation des matières résiduelles, les cours d'eau et lacs municipaux, les services de police, de sécurité civile, de sécurité incendie et de premiers répondants, la cour municipale, le logement social et l'aide destinée aux sans-abri et certains éléments du développement économique constituent les principales compétences d'agglomération. La ventilation des activités financières de fonctionnement et d'immobilisations, par type de compétences, est donnée aux tableaux complémentaires 1 et 2.

x) Présentation des dépenses de fonctionnement et d'immobilisations

La fonction « administration générale » comprend l'ensemble des activités relatives à l'administration et à la gestion municipale. Les dépenses sont liées notamment au fonctionnement du conseil, à l'application de la loi et à la gestion financière, administrative et du personnel.

La fonction « sécurité publique » comprend les activités liées à la protection des personnes et de la propriété. Elle comporte toutes les dépenses relatives au contrôle, à la prévention et aux mesures d'urgence en matière de sécurité civile.

La fonction « transport » comprend l'ensemble des activités relatives à la planification, à l'organisation et à l'entretien des réseaux routiers ainsi qu'au transport des personnes et des marchandises.

La fonction « hygiène du milieu » comprend les dépenses relatives à l'eau et aux égouts, à la gestion des déchets et à la protection de l'environnement.

La fonction « santé et bien-être » comprend l'ensemble des services d'hygiène publique et de bien-être destinés aux personnes.

La fonction « aménagement, urbanisme et développement » comprend l'ensemble des activités relatives à l'élaboration et au maintien du schéma d'aménagement ou du plan d'urbanisme, ainsi que les dépenses liées à l'élaboration des programmes de développement économique de la Ville.

La fonction « loisirs et culture » comprend l'ensemble des activités de planification, d'organisation et de gestion des programmes de loisirs et de culture.

La fonction « frais de financement » regroupe les intérêts et autres frais relatifs au financement des activités financières.

y) Données budgétaires

Les données budgétaires 2007, présentées aux annexes 1 – Activités financières de fonctionnement consolidées et 2 – Activités financières d'immobilisations consolidées cumulent les prévisions approuvées en décembre 2006 par le conseil municipal et par le conseil d'agglomération.

z) Chiffres correspondants

Certains des chiffres correspondants de l'exercice précédent ont été reclassés afin que leur présentation soit conforme à celle de l'exercice courant.

aa) Modifications futures de conventions comptables

Les chapitres SP 1000, «Fondements conceptuels des états financiers», SP 1100, «Objectifs des états financiers», et SP 1200, «Présentation des états financiers», ont été modifiés et s'appliqueront à tous les ordres de gouvernement. Ces modifications portent principalement sur l'application, par les Administrations locales, du modèle de présentation de l'information qui a déjà été adopté par les gouvernements d'ordres supérieurs pour les exercices ouverts à compter du 1er janvier 2009. À compter de cette date, tous les pouvoirs publics du Canada appliqueront la méthode de la comptabilité d'exercice intégrale.

À compter de l'exercice 2009, la Ville adoptera entre autres les normes comptables publiées au chapitre SP 3150 portant sur les immobilisations corporelles. Ces normes exigeront notamment de passer en charges, dans l'état des activités financières, l'amortissement des immobilisations corporelles dont la durée de vie est limitée et de présenter, dans une catégorie d'immobilisations distincte, le coût total des terrains, lesquels ne seront plus amortis. La Ville évalue présentement l'incidence de l'application de ces nouvelles normes sur ses états financiers.

4- ENCAISSE ET PLACEMENTS
(en milliers de dollars)

	2007			2006
	Fonds d'amortissement	Autres	Total	Total (note 2)
Encaisse (découvert bancaire)		21 098 (1)	21 098	(32 729)
Placements				
Dépôts à terme et autres titres	62 501	694 493 (1)	756 994	606 960
Obligations et débentures	1 159 103	14 625	1 173 728	1 149 585
	1 221 604	730 216	1 951 820	1 723 816

(1) L'encaisse et les placements temporaires se chiffrent à 715,6 M$ (539,5 M$ en 2006). Les placements temporaires, échéant dans moins d'un an, sont constitués essentiellement de billets, d'acceptations bancaires et de certificats de dépôts. Ils portent intérêt à des taux variant de 4,3 % à 4,94 % (de 4,29 % à 4,36 % en 2006).

Au 31 décembre 2006, les placements du fonds d'amortissement et les autres placements se chiffrent respectivement à 1 163,2 M$ et 21,1 M$. Au 31 décembre 2007, la juste valeur de ces placements s'établit à 1 264,3 M$ (1 223,9 M$ en 2006).

Les obligations et débentures détenues par la Ville se composent essentiellement de titres émis par des gouvernements et leurs organismes, des municipalités, des commissions scolaires, des cégeps, des CLSC et des hôpitaux. Elles comprennent notamment des obligations de la Ville qui s'élèvent à 169,5 M$ (162,6 M$ en 2006).

La quasi-totalité des placements sont libellés en dollars canadiens au 31 décembre 2007 ainsi qu'au 31 décembre 2006.

Les échéances des placements du fonds d'amortissement, des obligations et débentures détenus par la Ville s'établissent comme suit :

	Dépôts à terme et autres titres	Obligations et débentures	Total	Taux d'intérêt nominal pondéré
31 décembre 2007				
2008	62 501	147 727	210 228	6,74 %
2009		128 664	128 664	7,98 %
2010		163 846	163 846	6,09 %
2011		251 692	251 692	5,65 %
2012		44 203	44 203	5,93 %
1 à 5 ans	62 501	736 132	798 633	6,42 %
6 à 10 ans		383 076	383 076	4,96 %
11 à 15 ans		48 044	48 044	0,81 %
16 à 20 ans		6 476	6 476	6,27 %
	62 501	1 173 728	1 236 229	
31 décembre 2006 (note 2)				
2007	34 729	95 608	130 337	5,81 %
2008		140 703	140 703	8,15 %
2009		112 490	112 490	7,91 %
2010		161 950	161 950	6,13 %
2011		252 509	252 509	5,71 %
1 à 5 ans	34 729	763 260	797 989	6,60 %
6 à 10 ans		269 852	269 852	6,16 %
11 à 15 ans		103 519	103 519	4,40 %
16 à 20 ans		12 954	12 954	6,67 %
	34 729	1 149 585	1 184 314	

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

5- DÉBITEURS
(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Taxes	91 304	85 943
Gouvernement du Canada et ses entreprises	97 332	99 243
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 951 747	1 443 747
Organismes municipaux	37 982	9 258
Services rendus et autres	291 293	173 738
	2 469 658	1 811 929

Une provision pour créances douteuses de 87 M$ (95 M$ en 2006) a été déduite des débiteurs.

Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 640 550	1 311 031
Organismes municipaux	34 510	
Autres tiers		67
	1 675 060	1 311 098

La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme s'établit à 1 804,9 M$ (1 448,9 M$ en 2006).

Les encaissements des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme, dont les modalités sont déterminées au 31 décembre 2007, s'établissent comme suit :

	Encaissements	Taux d'intérêt nominal pondéré	Refinancement
31 décembre 2007			
2008	99 301	5,37 %	87 509
2009	109 416	5,66 %	12 581
2010	80 774	5,56 %	40 575
2011	78 566	5,58 %	31 630
2012	95 428	5,55 %	38 930
1 à 5 ans	463 485	5,54 %	211 225
6 à 10 ans	458 733	5,57 %	202 246
11 à 15 ans	172 205	6,48 %	2 162
16 à 20 ans	86 920	5,59 %	6 346
	1 181 343	5,69 %	421 979
31 décembre 2006 (note 2)			
2007	74 734	5,63 %	31 681
2008	69 421	5,77 %	87 450
2009	64 795	5,67 %	19 349
2010	63 178	5,76 %	36 190
2011	63 280	5,66 %	49 460
1 à 5 ans	335 408	5,70 %	224 130
6 à 10 ans	173 222	5,38 %	199 355
11 à 15 ans	149 422	7,67 %	12 264
16 à 20 ans	142 146	6,43 %	8 507
21 à 25 ans	125	5,15 %	
	800 323	6,13 %	444 256

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

6- PRÊTS

Les prêts, échéant de 2008 à 2033, portent intérêt à des taux variant entre 0 % et 10 %. Un montant de 4,9 M$ a été déduit de la valeur des prêts pour les présenter à la valeur nominale actualisée.

7- IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	Solde au 31-12-2006 (note 2)	Redressement au 1er janvier 2007	Augmentation	Diminution	Solde au 31-12-2007
COÛT					
Infrastructures	7 870 550	23 040	398 691	145 866	8 146 415
Réseau du métro		1 969 126	117 642		2 086 768
Bâtiments	1 511 063	579 300	68 344	48 981	2 109 726
Améliorations locatives	53 592	9 644	4 794	457	67 573
Véhicules	338 258	714 420	78 426	42 542	1 088 562
Ameublement et équipement de bureau	214 446	97 434	73 438	23 589	361 729
Machinerie, outillage et équipement	52 064	124 066	23 571	3 590	196 111
Terrains	45 891	7 746	3 522		57 159
Autres	26 886		1 603	1 280	27 209
	10 112 750	3 524 776	770 031	266 305	14 141 252
AMORTISSEMENT CUMULÉ					
Infrastructures	3 312 530	10 636	266 545	145 742	3 443 969
Réseau du métro		1 292 651	25 402		1 318 053
Bâtiments	766 016	200 822	57 865	31 980	992 723
Améliorations locatives	20 844	8 233	4 869	416	33 530
Véhicules	210 822	319 066	71 423	41 910	559 401
Ameublement et équipement de bureau	91 923	34 820	49 681	23 456	152 968
Machinerie, outillage et équipement	25 121	46 260	11 445	3 323	79 503
Autres	20 858		1 432	1 637	20 653
	4 448 114	1 912 488	488 662	248 464	6 600 800
VALEUR COMPTABLE NETTE	**5 664 636**				**7 540 452**

8- AUTRES ACTIFS NON FINANCIERS
(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Émission de titres	27 125	29 138
Dépenses d'élection		5 780
Autres	19 191	10 187
	46 316	**45 105**

9- MARGES DE CRÉDIT

La Ville dispose de marges de crédit à demande auprès de différentes institutions bancaires totalisant un maximum de 536 M$. En vertu de ces ententes, les montants peuvent être prélevés en dollars canadiens ou américains à des taux variables fondés sur le taux préférentiel des institutions bancaires. Ces marges de crédit sont non garanties et renouvelables annuellement. Au 31 décembre 2007, les marges de crédit utilisées se chiffrent à 113,1 M$ (aucune en 2006).

10- CRÉDITEURS, PROVISIONS ET CHARGES À PAYER

(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Fournisseurs	332 663	224 551
Salaires, déductions à la source et avantages sociaux	482 860	386 435
Intérêts courus sur la dette à long terme	81 890	80 703
Provisions		
Coûts de fermeture et d'après-fermeture des décharges contrôlées de déchets solides	34 122	32 301
Contestations d'évaluation	102 634	83 307
Organismes du périmètre comptable		18 953
Autres	97 666	73 755
Dépôts et retenues de garantie	38 887	36 416
Gouvernement du Québec et ses entreprises	33 760	17 241
Gouvernement du Canada et ses entreprises	10 738	8 009
Organismes municipaux		21 206
Autres	28 905	12 162
	1 244 125	995 039

11- REVENUS REPORTÉS

(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Cession d'immobilisations et de propriétés destinées à la revente		40 106
Prime à l'émission de titres	43 193	44 427
Vente de concession	34 000	36 000
Transferts	37 624	31 051
Régime de retraite	6 910	7 641
Gains de change nets non matérialisés	7 812	7 745
Autres	12 715	13 755
	142 254	180 725

12- DETTE À LONG TERME
(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Obligations et billets		
Dollars canadiens (1)	7 259 669	6 303 116
Monnaies étrangères	108 191	232 765
Autres dettes à long terme		
Obligations découlant de contrats de location-acquisition	3 311	3 604
Emprunts à terme et hypothèques immobilières	210 817	
Autres	18 325	13 332
Dettes en cours de refinancement		65
	7 600 313	6 552 882

(1) Comprend la dette à long terme reliée au remboursement de l'obligation nette des régimes de retraite qui se chiffre à 1 417,3 M$ (1 468 M$ en 2006).

Le recouvrement de la dette à long terme aux fins de son remboursement se répartit de la façon suivante :

	2007	2006 (note 2)
À la charge des contribuables		
De la municipalité centrale	2 935 035	2 785 789
De l'agglomération	1 540 536	1 046 174
Sommes accumulées pour le remboursement	1 221 604	1 203 294
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme		
Gouvernement du Québec et ses entreprises	1 640 550	1 311 031
Organismes municipaux	34 510	
À recouvrer de tiers		
Autres tiers		67
Par le biais de redevances	228 078	206 527
	7 600 313	6 552 882

La Ville utilise des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt pour des emprunts totalisant 731,4 M$ (742,6 M$ en 2006). Les passifs financiers associés à ces swaps, qui se chiffrent à 181,5 M$ (126 M$ en 2006), sont compris dans le montant de la dette à long terme.

En considérant ces swaps, la quasi-totalité des emprunts de la Ville portent intérêt à taux fixe. Au 31 décembre 2007, les emprunts contractés en devises ne faisant pas l'objet d'une couverture s'élèvent à 108,2 M$ (232,8 M$ en 2006) et la perte sur change relative à ceux-ci se chiffre à 7,2 M$ (41,3 M$ en 2006). À cet effet, une provision de 26,7 M$ (58,2 M$ en 2006) est enregistrée au fonds d'amortissement.

Notes et tableaux complémentaires (suite)
31 décembre 2007

12- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Les versements estimatifs sur la dette à long terme s'établissent comme suit :

Années d'échéance	2007 Dollars canadiens (1)	Monnaies étrangères	Échéance	À refinancer	Échéance nette	2006 Échéance	À refinancer	Échéance nette (note 2)
2007						517 896	101 152	416 744
2008	733 489		733 489	225 434	508 055	612 192	195 844	416 348
2009	460 302	32 341	492 643	94 004	398 639	380 991	83 282	297 709
2010	672 662		672 662	156 996	515 666	579 097	114 545	464 552
2011	583 067		583 067	138 994	444 073	602 932	159 366	443 566
2012	413 020	34 696	447 716	213 155	234 561			
1 à 5 ans	2 862 540	67 037	2 929 577	828 583	2 100 994	2 693 108	654 189	2 038 919
6 à 10 ans	2 318 854	40 750	2 359 604	746 985	1 612 619	1 593 766	689 773	903 993
11 à 15 ans	188 212		188 212	8 333	179 879	166 922	14 133	152 789
16 à 20 ans	992 390		992 390	8 172	984 218	927 328	16 505	910 823
2043	1 010 952		1 010 952		1 010 952	1 051 668		1 051 668
2045	119 174		119 174		119 174	119 174		119 174
À perpétuité		404	404		404	851		851
Dettes en cours de refinancement						65	65	
TOTAL	7 492 122	108 191	7 600 313	1 592 073	6 008 240	6 552 882	1 374 665	5 178 217

Sommaire de la dette :

	2007 Monnaies étrangères	Dollars canadiens	%	2006 Monnaies étrangères	Dollars canadiens (note 2)	%
Dollars canadiens (1)		7 492 122	98,57		6 320 052	96,45
Dollars américains	67 624	67 037	0,88	137 624	160 387	2,45
Francs suisses	46 700	40 750	0,54	46 700	44 612	0,68
Yens japonais				2 750 000	26 915	0,41
Livres sterling	192	404	0,01	362	851	0,01
Dettes en cours de refinancement					65	
		7 600 313	100,00		6 552 882	100,00

(1) Incluant les emprunts contractés en devises faisant l'objet d'une couverture.

12- DETTE À LONG TERME (suite)
(en milliers de dollars)

Taux d'intérêt

Les taux d'intérêt présentés dans le tableau tiennent compte du taux d'intérêt nominal et de l'incidence des swaps de taux d'intérêt.

Années d'échéance	2007			2006
	Dollars canadiens	Monnaies étrangères	Moyenne pondérée	Moyenne pondérée (note 2)
1 à 5 ans	6,40 %	4,32 %	6,36 %	6,48 %
6 à 10 ans	5,15 %	3,00 %	5,11 %	5,11 %
11 à 15 ans	6,40 %		6,40 %	7,83 %
16 à 20 ans	5,46 %		5,46 %	5,56 %
2043	6,00 %		6,00 %	6,00 %
2045	6,00 %		6,00 %	6,00 %
À perpétuité		3,00 %	3,00 %	3,00 %
Moyenne pondérée	5,83 %	3,82 %	5,80 %	5,97 %

Juste valeur

La juste valeur de la dette se chiffre à 8 026,2 M$ (7 116,3 M$ en 2006). Elle comprend des passifs financiers nets associés à des swaps de devises et de taux d'intérêt de 233,1 M$ (178,8 M$ en 2006).

13- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS
(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Régimes de retraite à prestations déterminées	81 153	27 398
Autres régimes de retraite	206 886	106 234
	288 039	133 632

Les charges relatives aux régimes à prestations déterminées se chiffrent à 212,9 M$. Les charges relatives aux régimes de retraite à cotisations déterminées et aux régimes de retraite des élus municipaux s'élèvent respectivement à 0,6 M$ (0,4 M$ en 2006) et 1,9 M$ (1,7 M$ en 2006).

13- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

Régimes à prestations déterminées

a) Description des régimes

La Ville offre à la plupart de ses employés différents régimes de retraite à prestations déterminées. En vertu de ces régimes, les prestations versées aux employés sont basées sur le nombre d'années de service et sur le salaire moyen des années les mieux rémunérées. Les cotisations de la Ville sont établies suivant différentes méthodes actuarielles.

Des avantages complémentaires de retraite, liés à l'assurance-vie et aux assurances couvrant le remboursement des frais médicaux et dentaires sont aussi accordés à certains employés. De plus, des avantages postérieurs à l'emploi sont aussi fournis. Ces avantages comprennent notamment les prestations de remplacement du revenu, les prestations complémentaires de chômage, le maintien des protections durant des périodes d'absence temporaire et certaines allocations de départ. Ces régimes ne sont pas capitalisés.

b) Rapprochement de la situation de capitalisation des régimes d'avantages sociaux et des montants portés à l'état consolidé de la situation financière

	2007		2006	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite (note 2)	Autres régimes (note 2)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	13 250 597		9 578 759	
Obligation au titre des prestations constituées	(12 529 804)	(204 771)	(9 108 680)	(106 234)
Situation de capitalisation (déficit)	720 793	(204 771)	470 079	(106 234)
Pertes (gains actuariels) non amortis	163 841	(2 115)		
Actif (passif) au titre des prestations constituées	884 634	(206 886)	470 079	(106 234)
Provision pour moins-value	(965 787)		(497 477)	
Passif au titre des avantages sociaux futurs	(81 153)	(206 886)	(27 398)	(106 234)

c) Régimes dont l'obligation au titre des prestations constituées excède les actifs

	2007		2006	
	Régimes de retraite	Autres régimes	Régimes de retraite (note 2)	Autres régimes (note 2)
Obligation au titre des prestations constituées	(3 417 344)	(204 771)	(2 431 896)	(106 234)
Valeur actuarielle des actifs des régimes	2 986 147		2 098 188	
Situation de déficit	(431 197)	(204 771)	(333 708)	(106 234)

13- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

d) Valeur actuarielle des actifs des régimes

	2007	
	Régimes de retraite	**Autres régimes**
Solde au 31 décembre 2006 déjà établi	9 578 759	
Redressement au 1er janvier 2007	3 042 888	
Solde redressé	12 621 647	
Cotisations de l'exercice	237 493	13 619
Rendement prévu des actifs des régimes	830 014	
Prestations versées	(730 775)	(13 619)
Gain survenu dans l'exercice sur le rendement prévu des actifs des régimes	292 218	
Solde au 31 décembre 2007	13 250 597	
Juste valeur des actifs des régimes	13 419 209	

e) Obligation au titre des prestations constituées

	2007	
	Régimes de retraite	**Autres régimes**
Solde au 31 décembre 2006 déjà établi	9 108 680	106 234
Redressement au 1er janvier 2007	2 633 623	92 906
Solde redressé	11 742 303	199 140
Coût des services rendus au cours de l'exercice	291 910	11 301
Coût des services passés	1 106	
Prestations versées	(730 775)	(13 619)
Intérêts débiteurs sur l'obligation	769 201	10 064
Perte (gain) survenu dans l'exercice sur l'obligation	456 059	(2 115)
Solde au 31 décembre 2007	12 529 804	204 771

13- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

f) Composantes de la charge des régimes à prestations déterminées

	2007	
	Régimes de retraite	**Autres régimes**
Coût des services rendus au cours de l'exercice	291 910	11 301
Coût des services passés	1 106	
Cotisations des employés	(92 024)	
Charge au titre des avantages de retraite	200 992	11 301
Intérêts débiteurs sur l'obligation	769 201	10 064
Rendement prévu des actifs des régimes	(830 014)	
Charge d'intérêt	(60 813)	10 064
Variation de la provision pour moins-value	51 343	
Charge totale	191 522	21 365

g) Principales hypothèses actuarielles (taux pondérés)

Les principales hypothèses actuarielles utilisées dans le cadre des évaluations actuarielles réalisées au cours de la période du 31 décembre 2004 au 31 décembre 2006 sont les suivantes :

Taux d'actualisation	6,25 % à 6,75 %	5,00 %
Taux de rendement prévu des actifs des régimes	6,25 % à 6,75 %	
Taux de croissance des salaires	3,00 % à 4,00 %	4,00 %
Taux initial de croissance du coût des soins de santé		9,63 %
Taux ultime de croissance du coût des soins de santé		4,05 %
Année où le taux devrait se stabiliser		2017
Taux initial de croissance du coût des soins dentaires		4,00 %

Régimes à cotisations déterminées et régimes des élus municipaux

a) Description des régimes

Certains employés participent à des régimes de retraite à cotisations déterminées où la cotisation de la Ville représente un pourcentage de la rémunération. Les élus municipaux participent quant à eux à des régimes de retraite à prestations déterminées administrés par la Commission administrative des régimes de retraite et d'assurances du Québec. Les cotisations de la Ville sont fixées par le gouvernement.

13- PASSIF AU TITRE DES AVANTAGES SOCIAUX FUTURS (suite)
(en milliers de dollars)

b) Cotisations de l'employeur

	2007	2006 (note 2)
Régimes à cotisations déterminées	569	373
Régimes de retraite des élus municipaux	1 863	1 676

14- INVESTISSEMENT NET DANS LES IMMOBILISATIONS
(en milliers de dollars)

	2007
ACTIF	
Placements – Fonds d'amortissement	1 221 604
Montant des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	1 455 146
Immobilisations	7 540 452
	10 217 202
PASSIF ET AVOIR DES CONTRIBUABLES	
Revenus reportés – Gains de change nets non matérialisés	(7 812)
Dette à long terme	(7 600 313)
Dette en cours de refinancement	(25 395)
Moins: Dette n'affectant pas l'investissement net dans les immobilisations	1 543 564
	(6 089 956)
	4 127 246

15- TRANSFERTS
(en milliers de dollars)

	2007	2006 (note 2)
Transferts - activités financières de fonctionnement		
Gouvernement du Québec	391 631	375 547
Transferts - activités financières d'immobilisations		
Gouvernement du Canada		
Programme d'infrastructure Canada Québec	2 081	10 944
Gouvernement du Québec		
Programme d'infrastructure Canada Québec	971	2 293
Programme d'infrastructure Québec	260 544	10 133
SOFIL	121 764	32 904
Autres	3 812	2 820
	389 172	59 094
	780 803	434 641

16- INSTRUMENTS FINANCIERS

Utilisation d'instruments dérivés

La Ville utilise des instruments financiers dérivés dans le but de réduire le risque de change et le risque d'intérêt auxquels l'expose sa dette. Elle n'utilise pas d'instruments financiers dérivés à des fins de transaction et de spéculation.

Positions de change et d'intérêt

Au 31 décembre 2007, en considérant l'utilisation des contrats de swaps de devises et de taux d'intérêt, la quasi-totalité des emprunts de la Ville sont libellés en dollars canadiens et portent intérêt à taux fixe.

Risque de crédit

Dans le cadre de l'utilisation d'instruments financiers dérivés, la Ville est sujette à des pertes sur créances découlant de défauts de paiement par des tierces parties. La Ville considère que ces parties seront en mesure de rencontrer leurs obligations puisqu'elle ne traite qu'avec des institutions reconnues ayant une cote de crédit supérieure à la sienne.

Juste valeur

La juste valeur de l'encaisse et des placements temporaires, des débiteurs, des emprunts temporaires et des créditeurs, provisions et charges à payer se rapproche de leur valeur comptable en raison de l'échéance prochaine de ces instruments financiers.

Le tableau qui suit illustre la juste valeur et la valeur comptable des autres instruments financiers :

(en milliers de dollars)	2007		2006	
	Juste valeur	Valeur comptable	Juste valeur (note 2)	Valeur comptable (note 2)
Placements	1 264 348	1 236 229	1 223 935	1 184 314
Débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme	1 804 882	1 675 060	1 448 856	1 311 098
Prêts	30 314	30 314	2 859	7 770
Dette à long terme	8 026 160	7 600 313	7 116 270	6 552 882

La juste valeur des placements correspond au montant auquel ils pourraient être échangés sur le marché entre parties indépendantes. La juste valeur des débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme ainsi que la juste valeur de la dette à long terme est fondée essentiellement sur le calcul des flux monétaires actualisés en utilisant les taux de rendement ou le cours du marché en fin d'exercice d'instruments similaires ayant la même échéance. La juste valeur des swaps reflète le montant que la Ville encaisserait ou débourserait si ces contrats étaient terminés à cette date. Au 31 décembre 2007, la juste valeur et la valeur comptable des passifs financiers associés aux swaps se chiffrent à 233,1 M$ et 181,5 M$ (178,8 M$ et 126 M$ en 2006). Ils sont compris dans les montants de la dette à long terme.

17- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS

a) Obligations contractuelles

En vertu d'obligations contractuelles, qui concernent principalement des contrats de location de propriétés, de location de machinerie et de divers équipements, de service pour le déneigement et la collecte des ordures, la Ville s'est engagée à effectuer des versements pour un montant global de 770,6 M$. Les montants qui seront versés au cours des prochains exercices sont estimés comme suit :

2008	2009	2010	2011	2012	2013-2068	Total
192,0M$	123,8M$	103,1 M$	78,3 M$	62,8 M$	210,6 M$	770,6M$

Les engagements à l'égard des dépenses d'immobilisations ne sont pas évalués.

La Ville a négocié des ententes pour l'approvisionnement en diesel à prix fixe. Au 31 décembre 2007, le solde de l'engagement s'élève à 43,1 M $.

17- ENGAGEMENTS ET ÉVENTUALITÉS (suite)

b) Propriété des biens relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval

Le 28 avril 2007 l'Agence métropolitaine de transport a cédé à titre gratuit à la Ville (Société de transport de Montréal) les biens relatifs au prolongement du métro sur le territoire de la Ville de Laval en vertu de l'article 47 de la *Loi sur l'Agence métropolitaine de transport* « l'entente de cession du 28 avril 2007 ». Le 21 décembre 2007, cette cession a été annulée conditionnellement à ce qu'une nouvelle entente soit négociée entre les parties avant le 28 février 2008 « l'entente de rétrocession du 21 décembre 2007 ». L'échéance de l'entente de rétrocession du 21 décembre 2007 a été reportée au 31 octobre 2008.

La conclusion de cette entente pourrait entraîner une augmentation des actifs ainsi que des passifs et de l'avoir des contribuables de la Ville d'un montant d'environ 1 500,0 M$, soit 750,0 M$ à titre d'immobilisations corporelles et de débiteurs à affecter au remboursement de la dette à long terme ainsi que 750,0 M$ à titre de dette à long terme et d'investissement net dans les immobilisations. L'impact sur les activités financières de la Ville serait nul en raison des subventions à recevoir du ministère des Transports du Québec.

c) Stationnement tarifé

En 1995, la Ville a confié l'exclusivité de ses activités relatives au stationnement tarifé en autoparc et sur rue pour une portion de son territoire à un organisme privé en vertu d'une entente échéant le 31 décembre 2024 et renouvelable pour une période additionnelle minimale de dix ans. À l'expiration de cette entente, la Ville s'est engagée à acheter de l'organisme les immobilisations ayant trait au stationnement tarifé à leur juste valeur marchande. Toutefois, pour la durée complète de l'entente, la Ville bénéficie d'une option d'achat sur les terrains de stationnement correspondant au prix d'acquisition payé par l'organisme. Au 31 décembre 2007, la valeur comptable nette de ces immobilisations, incluant le coût d'acquisition des terrains de stationnement de 6,5 M$, est de 22,9 M$. De plus, la Ville s'est portée garante d'un emprunt dont le solde s'élève à 22,7 M$.

d) Réclamations et assurances

Les réclamations pendantes en justice contre la Ville s'élèvent à 2 201,7 M$. Elles comprennent notamment une poursuite, pouvant atteindre 1 600 M$, relative à la présence d'herbe à poux en fleurs sur les terrains détenus par la Ville. Les avocats de la Ville considèrent que le règlement de ces réclamations n'aura pas d'incidence défavorable importante sur la situation financière de la Ville.

L'administration municipale ne contracte aucune assurance contre les risques. Par contre, en vertu de sa charte, elle doit prévoir à son budget une somme d'au moins 1 % de ses dépenses afin de couvrir les dépenses non prévues au budget, le règlement des réclamations et le paiement des condamnations judiciaires.

e) Environnement

La Ville, à titre de propriétaire de terrains contaminés, pourrait être tenue de poser certains gestes pour se conformer à la *Loi modifiant la Loi sur la qualité de l'environnement et d'autres dispositions législatives relativement à la protection et à la réhabilitation des terrains* (2002, chapitre 11). Entre autres, il pourrait s'agir de caractériser et, si requis, de réhabiliter un terrain après son utilisation ou lorsqu'elle en change l'utilisation. La Ville ne peut présentement établir le coût des mesures à apporter, ni leur mode de financement.

18- COMMUNAUTÉ MÉTROPOLITAINE DE MONTRÉAL (CMM)

La Ville fait partie de la CMM, un organisme de réglementation, de planification, de coordination et de financement dans l'exercice des compétences qui lui sont conférées par la *Loi sur la communauté métropolitaine de Montréal* (2000, chapitre 34) dans les domaines reliés à l'aménagement du territoire, au développement économique, au développement artistique ou culturel, au logement social, aux équipements, infrastructures, services et activités à caractère métropolitain, au transport en commun et au réseau artériel métropolitain, à la planification de la gestion des matières résiduelles, à l'assainissement de l'atmosphère et à l'assainissement des eaux.

Au cours de l'exercice, la contribution de la Ville à la CMM s'élève à 26,5 M$ (27,6 M$ en 2006). Pour sa part, la CMM a versé à la Ville la somme de 39,7 M$ (49,9 M$ en 2006) pour les coûts d'exploitation de certains équipements métropolitains assumés par la Ville ainsi que pour le programme des logements sociaux.

Notes et tableaux complémentaires (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 1 – ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES PAR COMPÉTENCE

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Taxes	1 057 061	1 066 674
Paiements tenant lieu de taxes	103 358	100 912
Transferts	324 339	281 467
Services rendus	197 377	207 767
Imposition de droits	101 925	130 325
Amendes et pénalités	114 616	83 724
Intérêts	80 156	94 424
Autres revenus	49 565	145 588
	2 028 397	2 110 881
Dépenses de fonctionnement		
Administration générale	362 538	305 074
Sécurité publique	13 604	11 529
Transport	229 400	257 082
Hygiène du milieu	143 589	140 493
Santé et bien-être	89 231	130 101
Aménagement, urbanisme et développement	104 741	117 040
Loisirs et culture	342 523	351 980
Frais de financement	334 885	325 768
	1 620 511	1 639 067
Surplus de l'exercice	407 886	471 814
Financement		
Remboursement de la dette à long terme	(335 147)	(246 547)
Affectations		
Activités financières d'immobilisations	(3 200)	(38 645)
Surplus non affecté	(41 300)	(41 300)
Surplus affecté	21 153	39 829
Réserves financières et fonds réservés		(11 414)
Montant à pourvoir dans le futur	(49 392)	(74 461)
	(72 739)	(125 991)
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice		99 276

(1) Les éliminations sont liées aux opérations entre les organismes inclus dans le périmètre comptable et aux opérations intercompétences (37,8 M$).

Notes et tableaux complémentaires (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

Compétences d'agglomération		Éliminations (1)		Total	
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations
1 522 851	1 539 855		(9 090)	2 579 912	2 597 439
142 519	141 981			245 877	242 893
226 180	110 164			550 519	391 631
483 556	470 014	(37 468)	(38 825)	643 465	638 956
1 853	1 877			103 778	132 202
87 042	71 984			201 658	155 708
23 446	43 035			103 602	137 459
323 379	425 602	(278 000)	(347 732)	94 944	223 458
2 810 826	2 804 512	(315 468)	(395 647)	4 523 755	4 519 746
230 618	192 308	(33 973)	(42 676)	559 183	454 706
799 831	818 586			813 435	830 115
1 182 128	1 192 635	(278 000)	(310 172)	1 133 528	1 139 545
214 570	203 760	(3 453)	(2 169)	354 706	342 084
37 574	29 522		(11 010)	126 805	148 813
52 445	49 052	(42)	(6 059)	157 144	160 033
71 069	94 570		(21 152)	413 592	425 398
118 710	102 069			453 595	427 837
2 706 945	2 682 502	(315 468)	(393 238)	4 011 988	3 928 331
103 881	122 010		(2 409)	511 767	591 415
(156 801)	(131 732)			(491 948)	(378 279)
(20 574)	(32 473)		(16 544)	(23 774)	(87 662)
41 300	27 897				(13 403)
26 589	41 304			47 742	81 133
4 195	(32 505)			4 195	(43 919)
1 410	17 744			(47 982)	(56 717)
52 920	21 967		(16 544)	(19 819)	(120 568)
	12 245		(18 953)		92 568

Notes et tableaux complémentaires (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 2 – ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR COMPÉTENCE

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Taxes		
Quotes-parts		
Transferts	66 261	34 309
Autres revenus		
Contributions des promoteurs	5 649	12 369
Autres		361
	71 910	47 039
Dépenses d'immobilisations		
Administration générale	40 251	23 474
Sécurité publique	402	261
Transport	103 036	84 571
Hygiène du milieu	79 805	65 804
Santé et bien-être		3 345
Aménagement, urbanisme et développement	58 142	49 286
Loisirs et culture	64 012	55 700
	345 648	282 441
Déficit de l'exercice	(273 738)	(235 402)
Financement		
Financement à long terme des activités financières d'immobilisations	268 708	251 167
Affectations		
Activités financières de fonctionnement	3 200	38 645
Surplus non affecté		
Surplus affecté		3 917
Réserves financières et fonds réservés	1 830	3 415
	5 030	45 977
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières d'immobilisations de l'exercice		61 742

Notes et tableaux complémentaires (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

Compétences d'agglomération		Éliminations		Total	
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations
22 489	354 863			88 750	389 172
375	150			6 024	12 519
	20 092		(16 544)		3 909
22 864	375 105		(16 544)	94 774	405 600
40 718	26 733			80 969	50 207
31 759	35 309			32 161	35 570
490 410	346 976			593 446	431 547
65 745	50 103			145 550	115 907
	243				3 588
8 227	5 317			66 369	54 603
55 408	22 909			119 420	78 609
692 267	487 590			1 037 915	770 031
(669 403)	(112 485)		(16 544)	(943 141)	(364 431)
628 829	303 024			897 537	554 191
20 574	32 473		16 544	23 774	87 662
	(118)				(118)
20 000	571			20 000	4 488
	25 159			1 830	28 574
40 574	58 085		16 544	45 604	120 606
	248 624				310 366

Notes et tableaux complémentaires (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 3 – DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES PAR OBJET *(en milliers de dollars)*

	2007		2006
	Budget	Réalisations	Réalisations (note 2)
Rémunération			
Élus	9 473	8 964	7 005
Employés	1 798 541	1 832 126	1 307 848
Cotisations de l'employeur			
Élus	3 203	3 029	2 907
Employés	518 221	464 844	372 041
Transport et communication	69 204	109 075	36 144
Services professionnels, techniques et autres			
Honoraires professionnels	57 760	63 818	51 746
Achats de services techniques	202 452	225 404	155 822
Autres	21 578	16 492	21 331
Location, entretien et réparation			
Location	103 695	80 404	83 640
Entretien et réparation	117 438	86 658	69 176
Biens durables			
Travaux de construction	6 317	11 530	(1 255)
Autres biens durables		2 085	5 990
Biens non durables			
Fourniture de services publics	115 891	109 395	79 635
Autres biens non durables	195 934	188 578	132 626
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :			
La municipalité	303 200	253 154	247 067
Gouvernement du Québec et ses entreprises	99 084	99 996	102 730
Autres tiers	49 890	63 557	49 026
Autres frais de financement	1 421	11 130	2 124
Contributions à des organismes			
Organismes municipaux			
Société de transport de Montréal			290 642
Communauté métropolitaine de Montréal	28 314	26 491	27 622
Villes reconstituées	16 345	14 295	15 999
Autres	32 326	139	27 639
Organismes gouvernementaux			
Agence métropolitaine de transport	33 800	33 395	30 186
Autres	8 727	8 667	8 563
Autres organismes	68 142	95 033	74 682
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables	17 662	14 817	18 587
Autres	133 370	105 255	70 987
	4 011 988	3 928 331	3 290 510

Notes et tableaux complémentaires (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 4 – DÉPENSES D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR OBJET *(en milliers de dollars)*

	2007		2006
	Budget	Réalisations	Réalisations
			(note 2)
Rémunération			
Élus			
Employés	64 296	42 664	15 831
Cotisations de l'employeur			
Élus			
Employés	7 803	9 056	4 280
Transport et communication	1 162	599	730
Services professionnels, techniques et autres			
Honoraires professionnels	43 193	49 572	28 777
Achats de services techniques	66 484	44 445	1 836
Autres	1 002		
Location, entretien et réparation			
Location	1 968	1 229	44
Entretien et réparation			
Biens durables			
Travaux de construction	520 624	388 124	438 752
Autres biens durables	331 345	230 204	58 513
Biens non durables			
Fourniture de services publics			
Autres biens non durables			
Frais de financement			
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :			
La municipalité			
Gouvernement du Québec et ses entreprises			
Autres tiers			
Autres frais de financement			
Contributions à des organismes			
Organismes municipaux			
Société de transport de Montréal			
Communauté métropolitaine de Montréal			
Villes reconstituées			
Autres			
Organismes gouvernementaux			
Agence métropolitaine de transport			
Autres			6 553
Autres organismes			
Autres objets			
Créances douteuses ou irrécouvrables			
Autres	38	4 138	
	1 037 915	770 031	555 316

Notes et tableaux complémentaires (suite)
Au 31 décembre 2007

TABLEAU 5 – ENDETTEMENT TOTAL NET À LONG TERME CONSOLIDÉ *(en milliers de dollars)*

	Note	2007	2006 (note 2)
Dette à long terme	*12*	**7 600 313**	6 552 882
Ajouter			
Dépenses de fonctionnement à financer à long terme		**88 981**	95 626
Dépenses d'immobilisations à financer à long terme		**151 950**	285 807
Autres			
Achat de terrains		**4 389**	
Débiteurs gouvernement		**7 665**	
Dette en cours de refinancement		**25 395**	
Déduire			
Montant des débiteurs à affecter au remboursement		**1 682 725**	1 311 098
Montant accumulé pour le remboursement		**1 221 604**	1 203 294
Montant à recouvrer par le biais de redevances		**244 898**	215 671
		4 729 466	4 204 252
Dette indirecte nette et dépenses à financer à long terme			
Organismes compris dans le périmètre comptable			
Société de transport de Montréal			391 362
Société d'habitation et de développement de Montréal			219 625
Anjou 80			3 426
			614 413
Endettement total net à long terme		**4 729 466**	4 818 665

Informations sectorielles
Au 31 décembre 2007

TABLEAU 6 – SITUATION FINANCIÈRE CONSOLIDÉE PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total
ACTIFS FINANCIERS				
Encaisse et placements temporaires	641 327	75 111	(847)	715 591
Placements	1 119 216	117 013		1 236 229
Débiteurs	1 829 265	660 842	(20 449)	2 469 658
Propriétés destinées à la revente	4 780			4 780
Prêts	2 718	27 596		30 314
	3 597 306	880 562	(21 296)	4 456 572
ACTIFS NON FINANCIERS				
Immobilisations	5 823 856	1 716 596		7 540 452
Propriétés destinées à la revente	87 494			87 494
Stocks	23 891	27 746		51 637
Autres actifs non financiers	39 992	6 324		46 316
	5 975 233	1 750 666		7 725 899
	9 572 539	2 631 228	(21 296)	12 182 471
PASSIFS				
Emprunts temporaires		113 140		113 140
Créditeurs, provisions et charges à payer	1 067 149	198 272	(21 296)	1 244 125
Revenus reportés	139 673	2 581		142 254
Dette à long terme	6 435 215	1 165 098		7 600 313
Passif au titre des avantages sociaux futurs	182 690	105 349		288 039
	7 824 727	1 584 440	(21 296)	9 387 871
AVOIR DES CONTRIBUABLES				
Solde des fonds				
Surplus non affecté	106 627	(12 998)		93 629
Surplus affecté	251 026	5 844		256 870
Réserves financières et fonds réservés	(134 162)	72 094		(62 068)
Montant à pourvoir dans le futur	(1 486 877)	(134 200)		(1 621 077)
	(1 263 386)	(69 260)		(1 332 646)
Investissement net dans les immobilisations	3 011 198	1 116 048		4 127 246
	1 747 812	1 046 788		2 794 600
	9 572 539	2 631 228	(21 296)	12 182 471

Informations sectorielles (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 7 – ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT CONSOLIDÉES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total
Revenus				
Taxes	2 606 529		(9 090)	2 597 439
Paiements tenant lieu de taxes	242 893			242 893
Transferts	336 231	55 400		391 631
Services rendus	216 846	423 167	(1 057)	638 956
Imposition de droits	132 202			132 202
Amendes et pénalités	155 708			155 708
Intérêts	130 913	6 546		137 459
Autres revenus	76 397	494 793	(347 732)	223 458
	3 897 719	979 906	(357 879)	4 519 746
Dépenses de fonctionnement				
Administration générale	461 915		(7 209)	454 706
Sécurité publique	830 115			830 115
Transport	689 868	759 776	(310 097)	1 139 545
Hygiène du milieu	342 084			342 084
Santé et bien-être	118 726	40 897	(11 010)	148 613
Aménagement, urbanisme et développement	182 152	3 887	(6 006)	180 033
Loisirs et culture	421 992	24 554	(21 148)	425 398
Frais de financement	364 257	63 580		427 837
	3 391 107	892 694	(355 470)	3 928 331
Surplus de l'exercice	506 612	87 212	(2 409)	591 415
Financement				
Remboursement de la dette à long terme	(326 170)	(52 109)		(378 279)
Affectations				
Activités financières d'immobilisations	(67 377)	(3 741)	(16 544)	(87 662)
Surplus non affecté		(13 403)		(13 403)
Surplus affecté	81 133			81 133
Réserves financières et fonds réservés	(42 627)	(1 292)		(43 919)
Montant à pourvoir dans le futur	(56 644)	1 927		(56 717)
	(87 515)	(16 509)	(16 544)	(120 568)
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice	92 927	18 594	(18 953)	92 568

Informations sectorielles (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 8 – ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'IMMOBILISATIONS CONSOLIDÉES PAR ORGANISME *(en milliers de dollars)*

	Administration municipale	Organismes contrôlés	Éliminations	Total
Revenus				
Taxes				
Transferts	46 981	342 191		389 172
Autres revenus				
Contributions des promoteurs	12 519			12 519
Autres	3 802	16 651	(16 544)	3 909
	63 302	358 842	(16 544)	405 600
Dépenses d'immobilisations				
Administration générale	50 207			50 207
Sécurité publique	35 570			35 570
Transport	211 598	219 949		431 547
Hygiène du milieu	115 907			115 907
Santé et bien-être	311	3 277		3 588
Aménagement, urbanisme et développement	54 603			54 603
Loisirs et culture	78 307	302		78 609
	546 503	223 528		770 031
Surplus (déficit) de l'exercice	(483 201)	135 314	(16 544)	(364 431)
Financement				
Financement à long terme des activités financières d'immobilisations	450 418	103 773		554 191
Affectations				
Activités financières de fonctionnement	67 377	3 741	16 544	87 662
Surplus non affecté	(118)			(118)
Surplus affecté	4 488			4 488
Réserves financières et fonds réservés	26 032	2 542		28 574
	97 779	6 283	16 544	120 606
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières d'immobilisations de l'exercice	64 996	245 370		310 366

Informations sectorielles (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 9 – DÉPENSES PAR OBJET CONSOLIDÉES PAR ORGANISME

	Administration municipale	
	Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations
Rémunération		
Élus	8 687	
Employés	1 320 907	16 388
Cotisations de l'employeur		
Élus	2 999	
Employés	378 350	4 550
Transport et communication	38 759	106
Services professionnels, techniques et autres		
Honoraires professionnels	52 800	49 572
Achats de services techniques	214 592	2 362
Autres	16 249	
Location, entretien et réparation		
Location	89 717	19
Entretien et réparation	65 478	
Biens durables		
Travaux de construction	7 685	388 124
Autres biens durables	2 013	84 521
Biens non durables		
Fourniture de services publics	79 388	
Autres biens non durables	133 440	
Frais de financement		
Intérêts et autres frais sur la dette à long terme à la charge de :		
La municipalité	231 763	
Gouvernement du Québec et ses entreprises	80 972	
Autres tiers	48 395	
Autres frais de financement	3 127	
Contributions à des organismes		
Organismes municipaux		
Société de transport de Montréal	303 628	
Communauté métropolitaine de Montréal	26 491	
Villes reconstituées	14 295	
Autres	24 439	
Organismes gouvernementaux		
Agence métropolitaine de transport	33 395	
Autres	8 667	
Autres organismes	86 316	
Autres objets		
Créances douteuses ou irrécouvrables	14 301	
Autres	104 254	861
	3 391 107	546 503

Informations sectorielles (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

Organismes contrôlés			
Dépenses de fonctionnement	Dépenses d'immobilisations	Éliminations	Total
277			8 964
511 219	26 276		1 874 790
30			3 029
86 494	4 506		473 900
70 316	493		109 674
11 018			113 390
10 812	42 083		269 849
243			16 492
8 864	1 210	(18 177)	81 633
21 180			86 658
3 845			399 654
72	145 683		232 289
32 595		(2 588)	109 395
55 138			188 578
21 391			253 154
19 024			99 996
15 162			63 557
8 003			11 130
		(303 628)	
			26 491
			14 295
		(24 300)	139
			33 395
			8 667
8 992		(275)	95 033
516			14 817
7 503	3 277	(6 502)	109 393
892 694	223 528	(355 470)	4 698 362

Informations sectorielles (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 10 – ADMINISTRATION MUNICIPALE - ACTIVITÉS FINANCIÈRES DE FONCTIONNEMENT NON CONSOLIDÉES PAR COMPÉTENCE

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Taxes	1 057 061	1 066 674
Paiements tenant lieu de taxes	103 358	100 912
Transferts	324 339	281 467
Services rendus	197 377	204 567
Imposition de droits	101 925	130 325
Amendes et pénalités	114 616	83 724
Intérêts	80 156	94 424
Autres revenus	49 565	60 210
	2 028 397	2 022 303
Dépenses de fonctionnement		
Administration générale	362 538	305 074
Sécurité publique	13 604	11 529
Transport	229 400	257 082
Hygiène du milieu	143 589	140 493
Santé et bien-être	89 231	89 204
Aménagement, urbanisme et développement	104 741	113 153
Loisirs et culture	342 523	351 543
Frais de financement	334 885	311 020
	1 620 511	1 579 098
Surplus de l'exercice	407 886	443 205
Financement		
Remboursement de la dette à long terme	(335 147)	(237 423)
Affectations		
Activités financières d'immobilisations	(3 200)	(35 368)
Surplus non affecté	(41 300)	(41 300)
Surplus affecté	21 153	39 829
Réserves financières et fonds réservés		(11 414)
Montant à pourvoir dans le futur	(49 392)	(74 461)
	(72 739)	(122 714)
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice		83 068

(1) Les éliminations liées aux opérations intercompétences s'élèvent à 37,8 M$

Informations sectorielles (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

Compétences d'agglomération		Éliminations (1)		Total	
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations
1 522 851	1 539 855			2 579 912	2 606 529
142 519	141 981			245 877	242 893
61 226	54 764			385 565	336 231
46 167	50 047	(37 468)	(37 768)	206 077	216 846
1 853	1 877			103 778	132 202
87 042	71 984			201 658	155 708
23 446	36 489			103 602	130 913
45 379	16 187			94 944	76 397
1 930 483	1 913 184	(37 468)	(37 768)	3 921 413	3 897 719
230 618	192 308	(33 973)	(35 467)	559 183	461 915
799 831	818 586			813 435	830 115
421 437	432 859		(75)	650 837	689 866
214 570	203 760	(3 453)	(2 169)	354 706	342 084
37 574	29 522			126 805	118 726
52 444	49 052	(42)	(53)	157 144	162 152
71 069	70 453		(4)	413 592	421 992
78 775	53 237			413 660	364 257
1 906 318	1 849 777	(37 468)	(37 768)	3 489 362	3 391 107
24 165	63 407			432 051	506 612
(79 811)	(88 747)			(414 958)	(326 170)
(19 000)	(32 009)			(22 200)	(67 377)
41 300	41 300				
31 936	41 304			53 089	81 133
	(31 213)				(42 627)
1 410	15 817			(47 982)	(58 644)
55 646	35 199			(17 093)	(87 515)
	9 859				92 927

Informations sectorielles (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

TABLEAU 11 – ADMINISTRATION MUNICIPALE - ACTIVITÉS FINANCIÈRES D'IMMOBILISATIONS NON CONSOLIDÉES PAR COMPÉTENCE

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Taxes		
Transferts	66 261	34 309
Autres revenus		
Contributions des promoteurs	5 649	12 369
Autres		361
	71 910	47 039
Dépenses d'immobilisations		
Administration générale	40 251	23 474
Sécurité publique	402	261
Transport	103 036	84 571
Hygiène du milieu	79 805	65 804
Santé et bien-être		68
Aménagement, urbanisme et développement	58 142	49 286
Loisirs et culture	64 012	55 700
	345 648	279 164
Déficit de l'exercice	(273 738)	(232 125)
Financement		
Financement à long terme des activités financières d'immobilisations	268 708	251 167
Affectations		
Activités financières de fonctionnement	3 200	35 368
Surplus non affecté		
Surplus affecté		3 917
Réserves financières et fonds réservés	1 830	3 415
	5 030	42 700
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières d'immobilisations de l'exercice		61 742

Informations sectorielles (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

Compétences d'agglomération		Total	
Budget	**Réalisations**	**Budget**	**Réalisations**
7 699	12 672	73 960	46 981
375	150	6 024	12 519
	3 441		3 802
8 074	16 263	79 984	63 302
40 718	26 733	80 969	50 207
31 759	35 309	32 161	35 570
155 846	127 027	258 882	211 598
65 745	50 103	145 550	115 907
	243		311
8 227	5 317	66 369	54 603
55 408	22 607	119 420	78 307
357 703	267 339	703 351	546 503
(349 629)	(251 076)	(623 367)	(483 201)
310 629	199 251	579 337	450 418
19 000	32 009	22 200	67 377
	(118)		(118)
20 000	571	20 000	4 488
	22 617	1 830	26 032
39 000	55 079	44 030	97 779
	3 254		64 996

Rapport financier annuel

2017

Renseignements supplémentaires consolidés

(non vérifiés)

2007

2007

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Taxes		
Sur la valeur foncière		
Taxe foncière générale	2 266 925	2 276 278
Taxes de secteur		
Taxes spéciales pour le service de la dette	6 267	14 776
Taxes spéciales pour les activités financières	118 780	19 845
Taxe d'amélioration de l'eau		76 449
Taxe de la voirie		19 691
Autres	1 087	1 218
	2 393 059	2 408 257
Sur une autre base		
Taxes, compensations et tarification		
Services municipaux		
Eau	140 909	141 462
Traitement des eaux usées	6 300	6 366
Matières résiduelles	13 135	13 305
Autres	852	818
Service de la dette	18 599	18 565
	179 795	180 516
Taxes d'affaires		
Autres	7 058	8 666
	186 853	189 182
	2 579 912	2 597 439

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Paiements tenant lieu de taxes		
Gouvernement du Québec et ses entreprises		
Immeubles et établissements d'entreprises du gouvernement		
Taxes sur la valeur foncière	39 095	33 628
Taxe d'amélioration de l'eau		1 026
Taxe de la voirie		287
Autres taxes, compensations et tarification	3 417	5 020
	42 512	39 961
Immeubles des réseaux		
Santé et services sociaux	44 947	43 832
Cégeps et universités	57 921	60 506
Écoles primaires et secondaires	44 480	44 374
	147 348	148 712
Autres immeubles		
Immeubles de certains gouvernements et d'organismes internationaux		
Taxes sur la valeur foncière	1 668	1 627
Taxe d'amélioration de l'eau		56
Taxe de la voirie		15
Biens culturels classés	227	235
Biens culturels classés – Taxe d'amélioration de l'eau		7
Biens culturels classés – Taxe de la voirie		1
	1 895	1 941
	191 755	190 614
Gouvernement du Canada et ses entreprises		
Taxes sur la valeur foncière	43 286	38 374
Taxe d'amélioration de l'eau		1 352
Taxe de la voirie		573
Autres taxes, compensations et tarification	3 195	4 260
	46 481	44 559
Organismes municipaux		
Taxes sur la valeur foncière	5 764	5 936
Autres	1 877	1 784
	245 877	242 893

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	Réalisations
Transferts		
Transferts inconditionnels		
Gouvernement du Québec		
Neutralité	7 140	7 275
Compensation provenant de la taxe de vente du Québec	51 200	46 886
Autres	39 500	41 253
	97 840	95 414
Transferts conditionnels		
Gouvernementaux		
Administration générale	21 413	4 765
Sécurité publique		
Police		2 307
Sécurité incendie	7 328	10 669
Autres		464
	7 328	13 440
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	9 469	3 832
Enlèvement de la neige		755
Autres		798
Transport collectif		
Transport en commun		
Transport régulier	101 963	30 983
Transport adapté	31 822	30 794
Autres	72 383	
	215 637	67 162
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	213	167
Réseau de distribution de l'eau potable	1 100	247
Traitement des eaux usées	69 679	37 965
Réseau d'égout	(705)	9
Matières résiduelles	14 000	42 858
Protection de l'environnement	1 159	21
Autres	6 418	
	91 864	81 267

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Transferts (suite)		
Transferts conditionnels (suite)		
Santé et bien-être		
Logement social		**399**
Sécurité du revenu, services publics d'emploi et santé communautaire	61 638	**72 097**
Autres	9 028	**9 996**
	70 666	**82 492**
Aménagement, urbanisme et développement		
Rénovation urbaine	19 733	**23 085**
Promotion et développement économique	15 839	**14 834**
Autres	3 692	**457**
	39 264	**38 376**
Loisirs et culture		
Activités récréatives	1 496	**1 485**
Activités culturelles		
Bibliothèques	3 572	**4 870**
Autres	835	**2 360**
	5 903	**8 715**
	452 075	**296 217**
Autres transferts conditionnels	604	
	452 679	**296 217**
	550 519	**391 631**

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Autres revenus de sources locales		
Services rendus aux organismes municipaux		
Administration générale	(13)	377
Sécurité publique		
Sécurité incendie		136
Transport		
Réseau routier		
Enlèvement de la neige	100	
Hygiène du milieu		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	181	186
Matières résiduelles		
Déchets domestiques	228	194
Matières secondaires	56	45
	465	425
	552	938
Autres services rendus		
Administration générale	15 401	14 073
Sécurité publique	32 321	30 329
Transport – Réseau routier	53 402	53 412
Transport en commun		
Contribution des usagers		
Transport régulier	414 224	413 511
Transport adapté	2 254	2 144
Autres		1 640
Hygiène du milieu	18 570	11 103
Santé et bien-être	616	736
Aménagement, urbanisme et développement	71 576	74 696
Loisirs et culture	34 549	36 220
Autres		154
	642 913	638 018
	643 465	638 956

Analyse des revenus de fonctionnement consolidés (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Imposition de droits		
Licences et permis	14 047	19 858
Droits de mutation immobilière	89 731	112 236
Autres		108
	103 778	132 202
Amendes et pénalités		
Contraventions – Circulation et stationnement	193 261	146 235
Autres – Amendes et pénalités	8 397	9 473
	201 658	155 708
Intérêts		
Arriérés de taxes	8 194	7 646
Fonds d'amortissement	58 692	66 044
Encaisse et autres intérêts	36 716	63 769
	103 602	137 459
Autres revenus		
Cession d'immobilisations		
Autres actifs	23 060	13 904
Contributions des promoteurs		31
Contributions des organismes municipaux	47 723	39 740
Autres	24 161	169 783
	94 944	223 458
Total des revenus de fonctionnement	4 523 755	4 519 746

Analyse des dépenses de fonctionnement consolidées
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Administration générale		
Conseil	57 992	52 404
Application de la loi	49 682	53 684
Gestion financière et administrative	156 609	162 078
Greffe	13 926	13 120
Évaluation	21 437	19 295
Gestion du personnel	31 630	31 877
Autres	227 907	122 248
	559 183	454 706
Sécurité publique		
Police	512 194	535 418
Sécurité incendie	285 713	279 432
Sécurité civile	1 893	2 204
Autres	13 635	13 061
	813 435	830 115
Transport		
Réseau routier		
Voirie municipale	122 036	109 321
Enlèvement de la neige	133 461	169 302
Éclairage des rues	37 395	32 221
Circulation et stationnement	36 045	38 046
	328 937	348 890
Transport collectif		
Transport en commun	802 491	786 703
Autres	2 100	3 952
	1 133 528	1 139 545
Hygiène du milieu		
Eau et égout		
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	47 377	49 528
Réseau de distribution de l'eau potable	63 960	53 885
Traitement des eaux usées	60 000	52 100
Réseau d'égout	27 714	27 595
	199 051	183 108
Matières résiduelles		
Déchets domestiques		
Cueillette et transport	61 590	63 161
Élimination	24 753	26 389
Matières secondaires		
Cueillette et transport	23 194	23 004
Traitement	10 817	8 838
Élimination des matériaux secs	18 881	22 265
	139 235	143 657
Protection de l'environnement	16 103	14 958
Autres	317	361
	354 706	342 084

Analyse des dépenses de fonctionnement consolidées (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Santé et bien-être		
Logement social	47 119	67 611
Sécurité du revenu, services publics d'emploi et santé communautaire	60 862	60 197
Autres	18 824	20 805
	126 805	148 613
Aménagement, urbanisme et développement		
Aménagement, urbanisme et zonage	41 444	38 188
Rénovation urbaine		
Biens patrimoniaux	6 079	4 673
Autres biens	44 659	44 220
	50 738	48 893
Promotion et développement économique		
Industries et commerces	59 804	66 781
Tourisme	1 499	1 439
Autres	497	496
	61 800	68 716
Autres	3 162	4 236
	157 144	160 033
Loisirs et culture		
Activités récréatives		
Centres communautaires	60 656	60 460
Patinoires intérieures et extérieures	35 068	35 170
Piscines, plages et ports de plaisance	35 282	36 315
Parcs et terrains de jeux	112 748	121 256
Parcs régionaux – Gestion et exploitation	6 084	359
Expositions et foires	364	367
Autres	11 766	16 617
	261 968	270 544
Activités culturelles		
Centres communautaires	13 338	13 751
Bibliothèques	61 329	62 905
Patrimoine – Musées et centres d'exposition	54 717	54 300
Autres	22 240	23 898
	151 624	154 854
	413 592	425 398

Analyse des dépenses de fonctionnement consolidées (suite)

Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	Réalisations
Frais de financement		
Dette à long terme		
Intérêts	441 702	416 715
Autres frais	10 472	
	452 174	416 715
Autres frais de financement	1 421	11 122
	453 595	427 837
Total des dépenses de fonctionnement	4 011 988	3 928 331

Analyse du coût des services municipaux consolidé
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Dépenses de fonctionnement	Amortissement des immobilisations	Services rendus	Coût des services municipaux
Administration générale				
Évaluation	19 295	1 180	(1 857)	18 618
Autres	435 411	11 368	(12 747)	434 032
	454 706	12 548	(14 604)	452 650
Sécurité publique				
Police	535 418	7 758	(28 945)	514 231
Sécurité incendie	279 432	9 228	(549)	288 111
Sécurité civile	2 204	82		2 286
Autres	13 061	5	(971)	12 095
	830 115	17 073	(30 465)	816 723
Transport				
Réseau routier				
Voirie municipale	109 321	134 501	(3 361)	240 461
Enlèvement de la neige	169 302	7 863	(2 070)	175 095
Autres	70 267	14 333	(47 981)	36 619
Transport collectif	786 703	92 897	(415 655)	463 945
Autres	3 952	100	(1 640)	2 412
	1 139 545	249 694	(470 707)	918 532
Hygiène du milieu				
Approvisionnement et traitement de l'eau potable	49 528	3 263	(222)	52 569
Réseau de distribution de l'eau potable	53 885	23 915	(681)	77 119
Traitement des eaux usées	52 100	37 583	(107)	89 576
Réseau d'égout	27 595	31 500	(285)	58 810
Matières résiduelles				
Déchets domestiques	89 550	3 542	(245)	92 847
Matières secondaires	31 842	6 095	(1 115)	36 822
Autres	22 265		(8 784)	13 481
Protection de l'environnement	14 958	355	(87)	15 226
Autres	361	21	(2)	380
	342 084	106 274	(11 528)	436 830
Santé et bien-être				
Logement social	67 611	9 156	(634)	76 133
Sécurité du revenu, services publics d'emploi et santé communautaire	60 197	66		60 263
Autres	20 805	14	(102)	20 717
	148 613	9 236	(736)	157 113
Aménagement, urbanisme et développement				
Aménagement, urbanisme et zonage	38 188	2 431	(15 368)	25 251
Rénovation urbaine	48 893	607	(425)	49 075
Promotion et développement économique	68 716	831	(7 140)	62 407
Autres	4 236	20 697	(51 763)	(26 830)
	160 033	24 566	(74 696)	109 903
Loisirs et culture				
Activités récréatives	270 544	59 835	(20 029)	310 350
Activités culturelles				
Bibliothèques	62 905	2 207	(971)	64 141
Autres	91 949	7 229	(15 220)	83 958
	425 398	69 271	(36 220)	458 449
	3 500 494	488 662	(638 956)	3 350 200

Analyse des dépenses d'immobilisations consolidées selon leur nature
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Budget	**Réalisations**
Immobilisations		
Infrastructures		
Usines et bassins d'épuration	8 267	**12 762**
Conduites d'égout	32 482	**42 963**
Conduites d'aqueduc	77 986	**44 650**
Usines de traitement de l'eau potable	17 834	**11 638**
Parcs et terrains de jeux	60 084	**43 767**
Sites d'enfouissement et incinérateur		**944**
Chemins, rues, routes et trottoirs	221 115	**168 689**
Ponts, tunnels et viaducs	20 082	**9 642**
Terrains de stationnement	100	**18**
Système d'éclairage des rues	7 062	**7 004**
Autres infrastructures	53 095	**56 614**
	498 107	**398 691**
Réseau du métro		**117 642**
Bâtiments		
Édifices administratifs	25 681	**38 784**
Édifices communautaires	88 869	**29 560**
Améliorations locatives		**4 794**
Véhicules	123 984	**78 426**
Ameublement et équipement de bureau	40 587	**73 438**
Machinerie, outillage et équipement	217 858	**23 571**
Terrains	17 012	**3 522**
Autres	25 817	**1 603**
	1 037 915	**770 031**

Mouvement des placements consolidés du fonds d'amortissement
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

Placements du fonds d'amortissement au 31 décembre 2006 déjà établis		1 163 188
Redressement au 1er janvier 2007		120 739
Solde redressé		1 283 927
Ajouter		
Contributions		264 098
Solde des règlements fermés		157
		264 255
Déduire		
Remboursement de dettes à long terme à même les provisions		326 433
Réduction de la réserve améliorations locales		145
		326 578
Placements du fonds d'amortissement au 31 décembre 2007 (1)		1 221 604

(1)	**Placements du fonds d'amortissement**		
	Dépôts à terme et autres titres		62 501
	Obligations		
	Provinces et organismes gouvernementaux	535 395	
	Autres municipalités	302 090	
	Ville de Montréal	157 013	
	Commissions scolaires, cégeps, CLSC et hôpitaux	152 151	
	Société de transport de Montréal	12 454	
			1 159 103
			1 221 604

Échéance de la dette à long terme consolidée
31 décembre 2007

(en milliers)

Années d'échéance	Obligations et billets							
	Dollars canadiens		Dollars américains		Francs suisses		Livres sterling	
	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance (1)	À refinancer (2)
2008	691 361	206 417						
2009	448 199	76 729	32 624	15 424				
2010	619 613	114 545						
2011	564 232	131 259						
2012	319 757	118 648	35 000	13 008				
2013	459 931	228 479			46 700	23 350		
2014	574 405	169 904						
2015	341 845	178 751						
2016	238 581	63 262						
2017	698 388	86 200						
2018	22 764							
2019	19 914							
2020	15 048							
2021	54 893							
2022	71 114	8 333						
2023	109 105							
2024	408 508							
2025	8 611							
2026	398 726	8 172						
2027	64 548							
2043	1 010 952							
2045	119 174							
	7 259 669	1 390 699	67 624	28 432	46 700	23 350		
À perpétuité							192	
	7 259 669	1 390 699	67 624	28 432	46 700	23 350	192	

Notes :
(1) Les montants de cette colonne représentent les emprunts venant à échéance durant chacune des années indiquées.
(2) Ces montants sont inclus dans la colonne échéance.
(3) De ce montant, 1 221,6 M$ sont déjà accumulés au fonds d'amortissement en date du 31 décembre 2007.

Échéance de la dette à long terme consolidée (suite)

31 décembre 2007

Années d'échéance	Obligations et billets Valeur totale en dollars canadiens Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance nette	Autres dettes Dollars canadiens Échéance (1)	À refinancer (2)	Échéance nette	Échéance nette totale en dollars canadiens
2008	691 361	206 417	484 944	42 128	19 017	23 111	**508 055**
2009	480 540	92 019	388 521	12 103	1 985	10 118	**398 639**
2010	619 613	114 545	505 068	53 049	42 451	10 598	**515 666**
2011	564 232	131 259	432 973	18 835	7 735	11 100	**444 073**
2012	354 453	131 543	222 910	93 263	81 612	11 651	**234 561**
2013	500 681	248 855	251 826	1 311		1 311	**253 137**
2014	574 405	169 904	404 501	1 329	13	1 316	**405 817**
2015	341 845	178 751	163 094	979		979	**164 073**
2016	238 581	63 262	175 319	1 047		1 047	**176 366**
2017	698 388	86 200	612 188	1 038		1 038	**613 226**
2018	22 764		22 764	939		939	**23 703**
2019	19 914		19 914	941		941	**20 855**
2020	15 048		15 048	810		810	**15 858**
2021	54 893		54 893	865		865	**55 758**
2022	71 114	8 333	62 781	924		924	**63 705**
2023	109 105		109 105	890		890	**109 995**
2024	408 508		408 508	649		649	**409 157**
2025	8 611		8 611	691		691	**9 302**
2026	398 726	8 172	390 554	459		459	**391 013**
2027	64 548		64 548	203		203	**64 751**
2043	1 010 952		1 010 952				**1 010 952**
2045	119 174		119 174				**119 174**
	7 367 456	1 439 260	5 928 196	232 453	152 813	79 640	**6 007 836**
	404		404				**404**
	7 367 860 (3)	1 439 260	5 928 600	232 453	152 813	79 640	**6 008 240**
		À refinancer	1 439 260			152 813	**1 592 073**
			7 367 860 (3)			232 453	**7 600 313**

Mouvement de la dette à long terme consolidée
Exercice terminé le 31 décembre 2007

		(en milliers de dollars)
Dette à long terme au 31 décembre 2006 déjà établie		**6 552 882**
Redressement au 1er janvier 2007		**904 472**
Solde redressé		**7 457 354**
Ajouter		
Emprunts contractés		
Emprunt, 4,36 %, émis le 19 janvier 2007;		**73 200**
Emprunt, 4,55 %, émis le 19 janvier 2007;		**16 300**
Emprunt, 4,6 %, émis le 19 janvier 2007;		**10 500**
Emprunt, 6,12 %, émis le 26 avril 2007:		**2 419**
Emprunt, 4,761 %, émis le 16 mai 2007;		**150 000**
Emprunt, 4,6 %, émis le 1er juin 2007;		**100 000**
Emprunt, 4,74 %, émis le 7 juin 2007;		**54 252**
Emprunt, 4,92 %, émis le 7 juin 2007;		**21 098**
Emprunt, 5 %, émis le 25 octobre 2007;		**215 000**
Emprunt, 5,11 %, émis le 15 novembre 2007;		**128 100**
Emprunt, 5,27 %, émis le 15 novembre 2007;		**17 700**
Emprunt, 5,32 %, émis le 15 novembre 2007;		**29 200**
Emprunt, 4,54 %, émis le 20 décembre 2007;		**75 000**
Perte sur fluctuation du change		**(27 343)**
		865 426
Déduire		
Refinancement d'obligations et de billets		**92 002**
Remboursement d'obligations et de billets		
Fonds d'amortissement	**326 433**	
Autres	**277 808**	
Remboursement d'autres dettes à long terme	**829**	
		605 070
Dette en cours de refinancement		**25 395**
		722 467
Dette à long terme au 31 décembre 2007		**7 600 313**

Gestion de l'eau

Activités financières de fonctionnement consolidées reliées à la gestion de l'eau
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Taxe spéciale relative à l'amélioration de la gestion de l'eau	45 000	**46 918**
Autres revenus de sources locales	1 961	**928**
Transferts		**151**
Tarification à la consommation – eau potable – villes reconstituées		
Montant en provenance des taxes foncières, locatives et autres revenus	61 170	**61 170**
	108 131	**109 167**
Dépenses		
Dépenses de fonctionnement	60 797	**53 409**
Surplus de l'exercice	47 334	**55 758**
Financement		
Remboursement de la dette à long terme (1)	47 334	**47 334**
Affectations		
Activités financières d'immobilisations		**(126)**
Surplus affecté		
Réserve financière – Gestion de l'eau		
		(126)
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières de fonctionnement de l'exercice		**8 298**

(1) Pour les fins de ces renseignements supplémentaires, le remboursement de la dette à long terme inclut les frais de financement
(2) Les opérations intercompétences sont éliminées.

Activités financières de fonctionnement consolidées reliées à la gestion de l'eau (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

Compétences d'agglomération		Éliminations (2)		Total	
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations
40 000	42 297			85 000	89 215
1 494	225			3 455	1 153
	1 154				1 305
3 694	3 989			3 694	3 989
145 314	145 314			206 484	206 484
190 502	192 979			298 633	302 146
138 253	129 793		(94)	199 050	183 108
52 249	63 186		94	99 583	119 038
42 249	42 249			89 583	89 583
	(1 129)				(1 255)
	4 819				4 819
(10 000)				(10 000)	
(10 000)	3 690			(10 000)	3 564
	24 627		94		33 019

Activités financières d'immobilisations consolidées reliées à la gestion de l'eau
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Revenus		
Transferts	65 945	**33 086**
Dépenses d'immobilisations		
Hygiène du milieu		
Réseau d'aqueduc et d'égout	68 211	**40 103**
Purification et traitement de l'eau potable		
Usines et bassins d'épuration		
Autres catégories d'actif		
	68 211	**40 103**
Déficit de l'exercice	(2 266)	**(7 017)**
Financement		
Financement à long terme des activités financières d'immobilisations	2 266	**13 396**
Affectations		
Activités financières de fonctionnement		**126**
Surplus accumulé non affecté		
Réserve financière - Gestion de l'eau		**2 570**
		2 696
Variation des soldes de fonds liée aux activités financières d'immobilisations de l'exercice		**9 075**

Activités financières d'immobilisations consolidées reliées à la gestion de l'eau (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

Compétences d'agglomération		Total	
Budget	**Réalisations**	**Budget**	**Réalisations**
3 889	5 302	69 834	38 388
35 295	18 815	103 506	58 918
17 834	11 638	17 834	11 638
6 707	12 762	6 707	12 762
3 483	2 359	3 483	2 359
63 319	45 574	131 530	85 677
(59 430)	(40 272)	(61 696)	(47 289)
49 430	11 630	51 696	25 026
	1 129		1 255
	(26)		(26)
10 000	8 039	10 000	10 609
10 000	9 142	10 000	11 838
	(19 500)		(10 425)

Information financière non consolidée

Administration municipale
Ventilation des dépenses mixtes

2007

Montréal

Bureau du vérificateur général
1550, rue Metcalfe
Bureau 1201
Montréal (Québec) H3A 3P1

RAPPORT DU VÉRIFICATEUR GÉNÉRAL DE MONTRÉAL SUR LA VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

À Monsieur le Maire,
au Président et aux membres du comité exécutif,
aux membres du conseil de la Ville de Montréal,
aux membres du conseil d'agglomération de Montréal

Conformément à l'article 70 de la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, j'ai vérifié le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007. Cette ventilation est établie selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054 adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006. La responsabilité de ces informations financières incombe à la direction de la Ville. Ma responsabilité consiste à exprimer une opinion sur ces informations financières en me fondant sur ma vérification.

Ma vérification a été effectuée conformément aux normes de vérification généralement reconnues du Canada. Ces normes exigent que la vérification soit planifiée et exécutée de manière à fournir l'assurance raisonnable que les informations financières sont exemptes d'inexactitudes importantes. La vérification comprend le contrôle par sondages des éléments probants à l'appui des montants et des autres éléments d'information fournis dans les informations financières. Elle comprend également l'évaluation des principes comptables suivis et des estimations importantes faites par la direction, ainsi qu'une appréciation de la présentation d'ensemble des informations financières.

À mon avis, ce tableau donne, à tous les égards importants, une image fidèle de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération, pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007 selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement adopté par le conseil d'agglomération.

Le vérificateur général de Montréal,

Michel Doyon, CA

Montréal, le 15 avril 2008

Administration municipale -Tableau de la ventilation des dépenses mixtes
Exercice terminé le 31 décembre 2007

(en milliers de dollars)

	2007	
	Compétences de nature locale	
	Budget	**Réalisations**
Dépenses de fonctionnement		
Administration générale	82 707	**84 369**
Sécurité publique	2 058	**1 744**
Transport	1 813	**1 475**
Hygiène du milieu	6 196	**5 831**
Santé et bien-être	3 148	**3 971**
Aménagement, urbanisme et développement	23 264	**24 170**
Loisirs et culture	6 064	**6 367**
Frais de financement		**3**
	125 250	**127 930**
Affectations		
Activités financières d'immobilisations		**(149)**
Total des dépenses de fonctionnement et des affectations	125 250	**127 781**

(1) Les opérations intercompétences sont éliminées.

Administration municipale -Tableau de la ventilation des dépenses mixtes (suite)
Exercice terminé le 31 décembre 2007

2007						2006
Compétences d'agglomération		Éliminations (1)		Total		
Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Budget	Réalisations	Réalisations
107 334	105 070	9 268	9 895	199 309	199 334	174 726
				2 058	1 744	2 482
2 508	2 359		(15)	4 321	3 819	23 211
5 181	4 278	(1)	(11)	11 376	10 098	4 525
3 389	3 291		(1)	6 537	7 261	4 202
15 135	16 003		(3)	38 399	40 170	42 218
7 989	7 998		(1)	14 053	14 364	17 255
					3	1 762
141 536	138 999	9 267	9 864	276 053	276 793	270 381
	524		(72)		303	443
141 536	139 523	9 267	9 792	276 053	277 096	270 824

Administration municipale – Ventilation des dépenses mixtes – Notes complémentaires
31 décembre 2007

1- DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, des dépenses engagées dans l'accomplissement d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

2- VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et entré en vigueur le 1er janvier 2007.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice des compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution et des dépenses contingentes. Le taux des dépenses d'administration applicable en 2007 en vertu du règlement est de 7,86 %.

Les dépenses mixtes réelles sont réparties selon les taux utilisés lors de l'élaboration du budget 2007 de la Ville.

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale est dressé conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux administrations locales publiés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées à la note 3 des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

Information complémentaire et statistiques non consolidées

(non vérifiées)

2007

Administration municipale – Ventilation des dépenses mixtes – Notes complémentaires
31 décembre 2007

1- DÉPENSES MIXTES

La *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations* (L.R.Q., c. E-20.001), complétée par le *Décret concernant l'agglomération de Montréal* (décret 1229-2005) et les décrets l'ayant modifié par la suite, énumère et circonscrit les compétences d'agglomération. En vertu de cette loi, des dépenses engagées dans l'accomplissement d'un acte qui relève de l'exercice, à la fois, d'une compétence d'agglomération et d'une autre compétence, sont des dépenses mixtes assujetties à un règlement du conseil d'agglomération qui établit tout critère permettant de déterminer quelle partie d'une dépense mixte constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération.

2- VENTILATION DES DÉPENSES MIXTES

Les dépenses mixtes de l'administration municipale sont ventilées entre les compétences de nature locale et les compétences d'agglomération selon les critères et la méthode de calcul définis dans le règlement RCG06-054, adopté par le conseil d'agglomération le 13 décembre 2006 et entré en vigueur le 1er janvier 2007.

Ainsi, la partie d'une dépense mixte liée aux activités de transport, hygiène du milieu, santé et bien-être, aménagement, urbanisme et développement ainsi que loisirs et culture, qui constitue une dépense faite dans l'exercice des compétences d'agglomération, est déterminée en fonction de données quantitatives factuelles ou de l'évaluation quantitative des ressources humaines ou financières qui y sont consacrées.

De plus, la partie d'une dépense mixte qui en est une d'administration générale réalisée par l'une ou l'autre des unités de soutien dans l'exercice des compétences d'agglomération est déterminée en fonction d'un taux des dépenses d'administration à appliquer aux dépenses d'agglomération, à l'exclusion des dépenses du service de la dette, des dépenses de contribution et des dépenses contingentes. Le taux des dépenses d'administration applicable en 2007 en vertu du règlement est de 7,86 %.

Les dépenses mixtes réelles sont réparties selon les taux utilisés lors de l'élaboration du budget 2007 de la Ville.

3- PRINCIPALES CONVENTIONS COMPTABLES

Le tableau de la ventilation des dépenses mixtes de l'administration municipale est dressé conformément aux principes comptables généralement reconnus applicables aux administrations locales publiés par le Conseil sur la comptabilité dans le secteur public de l'Institut Canadien des Comptables Agréés, selon les mêmes conventions comptables que celles énoncées à la note 3 des états financiers consolidés de la Ville de Montréal pour l'exercice terminé le 31 décembre 2007.

Information complémentaire et statistiques non consolidées

(non vérifiées)

2007

Évaluation imposable équivalente
31 décembre 2007

Évaluation imposable équivalente

La Ville perçoit à l'égard de certains immeubles non imposables des revenus importants sous forme de paiements tenant lieu de taxes. Pour ces raisons, l'évaluation imposable a été redressée pour refléter avec plus de précision la valeur des immeubles sur laquelle les revenus de la Ville sont basés. L'évaluation imposable équivalente est obtenue en ajoutant à l'évaluation imposable un montant de l'évaluation non imposable qui, si il était imposé aux taux courants des taxes, produirait des revenus en taxes équivalents aux paiements tenant lieu de taxes et autres revenus que perçoit la Ville pour ce genre de propriétés. Le tableau suivant indique l'évaluation imposable équivalente des immeubles de la Ville au 31 décembre.

	Valeur équivalente	
(en milliers de dollars)	Agglomération de Montréal	Ville de Montréal
Évaluation des immeubles imposables [1]	164 832 572	131 988 021
Évaluation des immeubles non imposables		
Immeubles visés à l'article 208	748 491	268 866
Gouvernement du Québec et ses entreprises	841 639	818 154
Gouvernement du Canada et ses entreprises	1 555 113	826 264
Gouvernements étrangers	77 416	62 467
Biens culturels immobiliers classés	25 908	25 220
Réseau de la santé et des services sociaux [2]	2 988 196	2 827 488
Cégeps et universités [2]	4 016 495	3 731 329
Écoles primaires [2]	1 556 840	1 291 976
Écoles secondaires [2]	1 610 456	1 415 666
	13 420 554	11 267 430
Évaluation des immeubles imposables et non imposables	178 253 126	143 255 451
Facteur comparatif [3]	1,00	1,00
Évaluation imposable équivalente uniformisée	**178 253 126**	**143 255 451**

1. Selon le rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010 déposé le 13 septembre 2006, mis à jour le 31 décembre 2007.
2. Le pourcentage applicable à ces immeubles est fixé dans l'avis 1410 du gouvernement du Québec.
3. Le facteur comparatif d'agglomération est établi selon la *Loi sur l'exercice de certaines compétences municipales dans certaines agglomérations*, L.Q. 2004, chapitre 29, art. 84.

Taux de taxation de 2006 à 2008 [1]

Immeubles de la catégorie résiduelle (cinq logements et moins)

Secteurs-arrondissements	2008 [2]			2007 [2]			2006		
	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]
	Agglomération	Local		Agglomération	Local		Agglomération	Local	
Anjou	0,7361	0,5439	1,2800	0,7726	0,6219	1,3945	0,8077	0,6896	1,4973
Lachine	0,7361	0,4803	1,2164	0,7726	0,5376	1,3102	0,8077	0,6264	1,4341
LaSalle	0,7361	0,5860	1,3221	0,7726	0,6730	1,4456	0,8077	0,5892	1,3969
L'Île-Bizard	0,7361	0,3969	1,1330	0,7726	0,4465	1,2191	0,8077	0,5438	1,3515
Montréal									
Ahuntsic-Cartierville	0,7361	0,5112	1,2473	0,7726	0,6188	1,3914	0,8077	0,7238	1,5315
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	0,7361	0,5079	1,2440	0,7726	0,6116	1,3842	0,8077	0,7238	1,5315
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	0,7361	0,5092	1,2453	0,7726	0,6136	1,3862	0,8077	0,7238	1,5315
Plateau-Mont-Royal	0,7361	0,5089	1,2450	0,7726	0,6141	1,3867	0,8077	0,7238	1,5315
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	0,7361	0,5274	1,2635	0,7726	0,6227	1,3953	0,8077	0,7238	1,5315
Rosemont–La Petite-Patrie	0,7361	0,5191	1,2552	0,7726	0,6172	1,3898	0,8077	0,7238	1,5315
Sud-Ouest	0,7361	0,5213	1,2574	0,7726	0,6202	1,3928	0,8077	0,7238	1,5315
Ville-Marie	0,7361	0,5302	1,2663	0,7726	0,6375	1,4101	0,8077	0,7238	1,5315
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	0,7361	0,5115	1,2476	0,7726	0,6171	1,3897	0,8077	0,7238	1,5315
Montréal-Nord	0,7361	0,5603	1,2964	0,7726	0,5716	1,3442	0,8077	0,6452	1,4529
Outremont	0,7361	0,3569	1,0930	0,7726	0,4301	1,2027	0,8077	0,4818	1,2895
Pierrefonds	0,7361	0,5241	1,2602	0,7726	0,6165	1,3891	0,8077	0,7405	1,5482
Roxboro	0,7361	0,4493	1,1854	0,7726	0,5461	1,3187	0,8077	0,6760	1,4837
Sainte-Geneviève	0,7361	0,4509	1,1870	0,7726	0,5124	1,2850	0,8077	0,6017	1,4094
Saint-Laurent	0,7361	0,4455	1,1816	0,7726	0,5057	1,2783	0,8077	0,5870	1,3947
Saint-Léonard	0,7361	0,4381	1,1742	0,7726	0,5197	1,2923	0,8077	0,6174	1,4251
Verdun	0,7361	0,5121	1,2482	0,7726	0,5668	1,3394	0,8077	0,7053	1,5130
Ville de Montréal	**0,7361**			**0,7726**			**0,8077**		
Villes reconstituées	**0,7111**			**0,7449**			**0,7818**		
Hampstead [4, 5]	0,6335			0,4730			0,7818		

1. Tous les taux fonciers sont exprimés en dollars par 100 $ d'évaluation.
2. En 2008, la mesure d'étalement du rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010 a été appliquée à tous les secteurs.
3. Les taux moyens cumulés correspondent à la somme des revenus de taxes et de tarification prélevés par un conseil, divisés par les valeurs foncières des immeubles du territoire concerné. Le taux moyen cumulé global correspond à la somme des taux moyens cumulés des trois paliers d'imposition.
4. En 2007, la municipalité d'Hampstead s'est prévalue de la mesure d'allègement du fardeau fiscal. Le taux de base de la taxe foncière générale d'agglomération applicable à la catégorie résiduelle est réduit de 0,2719 (0,1577 pour 2006 et 0,1142 pour 2007).
5. En 2008, la municipalité d'Hampstead se prévaut de la mesure d'allègement du fardeau fiscal. Le taux de base de la taxe foncière générale d'agglomération applicable à la catégorie résiduelle est réduit de 0,0776.

Taux de taxation de 2006 et 2008 [1]

Immeubles de six logements ou plus

Secteurs-arrondissements	2008 [2]			2007 [2]			2006		
	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]
	Agglomération	Local		Agglomération	Local		Agglomération	Local	
Anjou	0,7361	0,6271	1,3632	0,7726	0,7168	1,4894	0,8077	0,8463	1,6540
Lachine	0,7361	0,6125	1,3486	0,7726	0,7404	1,5130	0,8077	0,8991	1,7068
LaSalle	0,7361	0,6692	1,4053	0,7726	0,7679	1,5405	0,8077	0,8000	1,6077
L'Île-Bizard	0,7361	0,4800	1,2161	0,7726	0,5398	1,3124	0,8077	0,7546	1,5623
Montréal									
Ahuntsic-Cartierville	0,7361	0,5944	1,3305	0,7726	0,7136	1,4862	0,8077	0,9346	1,7423
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	0,7361	0,5911	1,3272	0,7726	0,7064	1,4790	0,8077	0,9346	1,7423
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	0,7361	0,5924	1,3285	0,7726	0,7084	1,4810	0,8077	0,9346	1,7423
Plateau-Mont-Royal	0,7361	0,5921	1,3282	0,7726	0,7089	1,4815	0,8077	0,9346	1,7423
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	0,7361	0,6106	1,3467	0,7726	0,7175	1,4901	0,8077	0,9346	1,7423
Rosemont–La Petite-Patrie	0,7361	0,6023	1,3384	0,7726	0,7120	1,4846	0,8077	0,9346	1,7423
Sud-Ouest	0,7361	0,6045	1,3406	0,7726	0,7150	1,4876	0,8077	0,9346	1,7423
Ville-Marie	0,7361	0,6134	1,3495	0,7726	0,7323	1,5049	0,8077	0,9346	1,7423
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	0,7361	0,5947	1,3308	0,7726	0,7119	1,4845	0,8077	0,9346	1,7423
Montréal-Nord	0,7361	0,6435	1,3796	0,7726	0,6665	1,4391	0,8077	0,8560	1,6637
Outremont	0,7361	0,4401	1,1762	0,7726	0,5250	1,2976	0,8077	0,6925	1,5002
Pierrefonds	0,7361	0,6072	1,3433	0,7726	0,7113	1,4839	0,8077	0,9513	1,7590
Roxboro	0,7361	0,5324	1,2685	0,7726	0,6409	1,4135	0,8077	0,8867	1,6944
Sainte-Geneviève	0,7361	0,5341	1,2702	0,7726	0,6072	1,3798	0,8077	0,7872	1,5949
Saint-Laurent	0,7361	0,5286	1,2647	0,7726	0,6003	1,3729	0,8077	0,7978	1,6055
Saint-Léonard	0,7361	0,5214	1,2575	0,7726	0,6146	1,3872	0,8077	0,8283	1,6360
Verdun	0,7361	0,6070	1,3431	0,7726	0,6809	1,4535	0,8077	0,9873	1,7950
Ville de Montréal	**0,7361**			**0,7726**			**0,8077**		
Villes reconstituées	**0,7111**			**0,7449**			**0,7818**		
Hampstead [4, 5]	0,6437			0,5147			0,7818		

1. Tous les taux fonciers sont exprimés en dollars par 100 $ d'évaluation.
2. En 2008, la mesure d'étalement du rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010 a été appliquée à tous les secteurs.
3. Les taux moyens cumulés correspondent à la somme des revenus de taxes et de tarification prélevés par un conseil, divisés par les valeurs foncières des immeubles du territoire concerné. Le taux moyen cumulé global correspond à la somme des taux moyens cumulés des trois paliers d'imposition.
4. En 2007, la municipalité d'Hampstead s'est prévalue de la mesure d'allégement du fardeau fiscal. Le taux de base de la taxe foncière générale d'agglomération applicable à la catégorie des immeubles de six logements ou plus est réduit de 0,2302 (0,1332 pour 2006 et 0,0970 pour 2007).
5. En 2008, la municipalité d'Hampstead se prévaut de la mesure d'allégement du fardeau fiscal. Le taux de base de la taxe foncière générale d'agglomération applicable à la catégorie des immeubles de six logements ou plus est réduit de 0,0674.

Taux de taxation de 2006 et 2008 [1]

Immeubles non résidentiels

Secteurs-arrondissements	2008 [2]			2007 [2]			2006		
	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]	Taux moyens cumulés [3]		Taux moyen cumulé global [3]
	Agglomération	Local		Agglomération	Local		Agglomération	Local	
Anjou	2,4266	1,9643	4,3909	2,4093	2,1038	4,5131	2,7486	1,9201	4,6687
Lachine	2,4266	1,8313	4,2579	2,4093	1,9127	4,3220	2,7486	1,7237	4,4723
LaSalle	2,4266	1,8169	4,2435	2,4093	1,9692	4,3785	2,7486	1,6340	4,3826
L'Île-Bizard	2,4266	1,5666	3,9932	2,4093	1,6639	4,0732	2,7486	1,3554	4,1040
Montréal									
Ahuntsic-Cartierville	2,4266	2,1540	4,5806	2,4093	2,2771	4,6864	2,7486	2,0441	4,7927
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	2,4266	2,2695	4,6961	2,4093	2,2327	4,6420	2,7486	2,0441	4,7927
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	2,4266	2,9489	5,3755	2,4093	2,3546	4,7639	2,7486	2,0441	4,7927
Plateau-Mont-Royal	2,4266	2,0225	4,4491	2,4093	2,1890	4,5983	2,7486	2,0441	4,7927
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	2,4266	2,3391	4,7657	2,4093	2,2390	4,6483	2,7486	2,0441	4,7927
Rosemont–La Petite-Patrie	2,4266	2,1347	4,5613	2,4093	2,2538	4,6631	2,7486	2,0441	4,7927
Sud-Ouest	2,4266	3,9684	6,3950	2,4093	2,7421	5,1514	2,7486	2,0441	4,7927
Ville-Marie	2,4266	2,2020	4,6286	2,4093	2,2257	4,6350	2,7486	2,0441	4,7927
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	2,4266	2,3291	4,7557	2,4093	2,2208	4,6301	2,7486	2,0441	4,7927
Montréal-Nord	2,4266	1,8516	4,2782	2,4093	1,9085	4,3178	2,7486	1,8152	4,5638
Outremont	2,4266	1,4990	3,9256	2,4093	1,6280	4,0373	2,7486	1,3741	4,1227
Pierrefonds	2,4266	1,9347	4,3613	2,4093	2,1185	4,5278	2,7486	2,0143	4,7629
Roxboro	2,4266	1,7419	4,1685	2,4093	1,9232	4,3325	2,7486	1,8324	4,5810
Sainte-Geneviève	2,4266	1,7254	4,1520	2,4093	1,8654	4,2747	2,7486	1,6767	4,4253
Saint-Laurent	2,4266	1,7558	4,1824	2,4093	1,8470	4,2563	2,7486	1,5109	4,2595
Saint-Léonard	2,4266	1,7326	4,1592	2,4093	1,8761	4,2854	2,7486	1,6997	4,4483
Verdun	2,4266	1,6086	4,0352	2,4093	1,7043	4,1136	2,7486	2,4435	5,1921
Ville de Montréal	**2,4266**			**2,4093**			**2,7486**		
Villes reconstituées	**2,3502**			**2,3292**			**2,6666**		

1. Tous les taux fonciers sont exprimés en dollars par 100 $ d'évaluation.
2. En 2008, la mesure d'étalement du rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010 a été appliquée à tous les secteurs.
3. Les taux moyens cumulés correspondent à la somme des revenus de taxes et de tarification prélevés par un conseil, divisés par les valeurs foncières des immeubles du territoire concerné. Le taux moyen cumulé global correspond à la somme des taux moyens cumulés des trois paliers d'imposition.

Valeurs imposables et non imposables par arrondissements, Ville de Montréal
31 décembre 2007

Secteurs-arrondissements	Unités	Valeur imposable (M$)			Non imposable (M$)	Total au rôle	
		Résidentiel	Commercial, industriel	Terrain vague		Valeur (M$)	Part relative
Anjou	12 951	2 674,2	1 238,6	24,7	204,1	4 141,7	2,68%
Lachine	11 677	2 321,3	1 021,0	140,7	384,4	3 867,3	2,50%
LaSalle	17 283	4 409,6	911,0	36,7	625,7	5 982,9	3,87%
L'Île-Bizard / Sainte-Geneviève	6 713	1 570,8	69,1	33,8	109,3	1 783,1	1,15%
Montréal							
Ahuntsic-Cartierville	26 890	7 793,8	1 582,2	90,6	1 992,2	11 458,8	7,40%
Côte-des-Neiges–Notre-Dame-de-Grâce	24 149	9 684,7	1 344,5	68,4	3 034,8	14 132,5	9,13%
Mercier–Hochelaga-Maisonneuve	27 025	6 520,7	1 368,9	80,0	1 448,1	9 417,6	6,08%
Plateau-Mont-Royal	23 160	6 788,5	1 597,0	30,7	1 179,8	9 596,0	6,20%
Rivière-des-Prairies–Pointe-aux-Trembles	32 218	6 174,9	973,4	201,1	1 150,8	8 500,1	5,49%
Rosemont–La Petite-Patrie	27 239	7 286,5	1 047,9	33,7	1 455,5	9 823,6	6,35%
Sud-Ouest	16 350	3 429,9	903,6	113,7	857,9	5 305,0	3,43%
Ville-Marie	27 697	7 581,9	12 498,6	142,2	5 834,3	26 057,0	16,84%
Villeray–Saint-Michel–Parc-Extension	23 477	5 927,0	1 249,6	35,0	976,0	8 187,5	5,29%
Montréal-Nord	13 889	3 671,9	616,6	26,4	427,4	4 742,4	3,06%
Outremont	5 958	3 238,8	128,1	19,0	484,2	3 870,1	2,50%
Pierrefonds / Roxboro	21 122	4 466,7	213,4	103,9	436,9	5 221,0	3,37%
Saint-Laurent	24 071	5 878,9	3 839,9	305,5	1 003,3	11 027,7	7,13%
Saint-Léonard	12 595	4 522,7	1 069,3	31,2	314,0	5 937,2	3,84%
Verdun	18 970	4 706,4	367,3	50,3	598,5	5 722,4	3,70%
Ville de Montréal	**373 434**	**98 649,2**	**32 040,0**	**1 567,7**	**22 517,1**	**154 774,0**	**100,0%**

Source : Ville de Montréal, rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010 actualisé le 31 décembre 2007.

Valeurs imposables et non imposables par villes liées, agglomération de Montréal
31 décembre 2007

Villes liées	Unités	Valeur imposable (M$)			Non imposable (M$)	Total au rôle	
		Résidentiel	Commercial, industriel	Terrain vague		Valeur (M$)	Part relative
Baie-d'Urfé	1 593	569,3	257,2	23,3	69,0	918,8	0,48%
Beaconsfield	6 809	2 388,3	33,1	52,7	141,1	2 615,2	1,36%
Côte-Saint-Luc	9 379	3 136,7	136,1	38,1	263,9	3 574,8	1,86%
Dollard-des-Ormeaux	14 399	3 895,2	342,8	32,4	355,1	4 625,5	2,41%
Dorval	6 034	1 468,9	1 352,5	62,2	1 151,5	4 035,1	2,10%
Hampstead	1 868	1 332,2	0,0	4,7	72,1	1 409,0	0,73%
L'Île-Dorval	74	6,7	0,0	0,1	0,7	7,5	0,00%
Kirkland	7 088	2 179,0	495,3	21,0	80,3	2 775,6	1,45%
Montréal	373 434	98 649,2	32 040,0	1 567,7	22 517,1	154 774,0	80,70%
Mont-Royal	5 279	3 140,1	745,3	48,9	181,7	4 116,1	2,15%
Montréal-Est	1 207	178,6	590,0	32,5	39,0	840,0	0,44%
Montréal-Ouest	1 592	601,3	21,7	23,2	41,2	687,4	0,36%
Pointe-Claire	10 619	2 610,7	1 421,7	71,9	323,8	4 428,1	2,31%
Senneville	1 589	345,8	76,4	22,1	245,6	689,8	0,36%
Sainte-Anne-de-Bellevue	420	230,2	53,8	3,6	44,9	332,5	0,17%
Westmount	5 638	4 741,1	480,0	57,6	685,2	5 963,8	3,11%
Agglomération de Montréal	**447 022**	**125 473,2**	**38 046,1**	**2 061,8**	**26 212,2**	**191 793,3**	**100,0%**

Source : Ville de Montréal, rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010 actualisé le 31 décembre 2007.

Statistiques générales
31 décembre 2007

LES 20 IMMEUBLES IMPOSABLES LES PLUS IMPORTANTS

Identification	Adresse	Valeur au rôle (en millions)	Pourcentage [1]
		$	%
Place Ville-Marie	1-5, place Ville-Marie	616,0	0,37
Complexe Desjardins	100-190, rue Sainte-Catherine Ouest	474,6	0,29
Centre Fairview Pointe-Claire	6701-6901, route Transcanadienne	315,3	0,19
Tour I.B.M. – Marathon	1250, boulevard René-Lévesque Ouest	283,0	0,17
Galeries d'Anjou	8001, boulevard les Galeries d'Anjou	258,9	0,16
Le 1000 de la Gauchetière	1000, rue de la Gauchetière Ouest	250,0	0,15
Brick	8701-9197, boulevard de l'Acadie	247,0	0,15
Le 100 de Gaspé	100, rue de Gaspé	235,0	0,14
Le Centre Bell	1200-1260, rue de la Gauchetière Ouest	225,0	0,14
Centre Eaton de Montréal	705, rue Sainte-Catherine Ouest	210,1	0,13
Tour Bell	700, rue de la Gauchetière Ouest	171,3	0,10
Caisse de dépôt et de placement du Québec	1000, place Jean-Paul Riopelle	170,4	0,10
Centre Rockland	2305, chemin Rockland	164,1	0,10
Place Versailles	7255-7525, rue Sherbrooke Est	160,2	0,10
Carrefour Angrignon	7067-7101, boulevard Newman	153,9	0,09
Place Victoria - Tour de la Bourse	800, place Victoria	153,9	0,09
Banque Nationale de Paris	1981, avenue McGill College	148,9	0,09
Édifice Sun Life	1153-1155, rue Metcalfe	148,0	0,09
Place Bonaventure	800-900, de la Gauchetière Ouest	133,0	0,08
Cité du commerce électronique	1350, boulevard René-Lévesque Ouest	132,1	0,08

1. Pourcentage applicable sur l'évaluation totale des immeubles imposables de 164 832,6 M$ du rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010, déposé le 13 septembre 2006, mis à jour le 31 décembre 2007.

Statistiques générales (suite)
31 décembre 2007

LES 20 IMMEUBLES NON IMPOSABLES LES PLUS IMPORTANTS FAISANT L'OBJET DE PAIEMENTS TENANT LIEU DE TAXES

Identification	Adresse	Valeur au rôle (en millions) $	Pourcentage [1] %
GOUVERNEMENT FÉDÉRAL ET MANDATAIRE			
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau [2]	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	858,6	3,28
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (annexe)	Hervé St-Martin	173,6	0,66
Société Radio-Canada	1400, boulevard René-Lévesque Est	103,7	0,40
GOUVERNEMENT DU QUÉBEC			
Palais de justice de Montréal	1, rue Notre-Dame Est	174,2	0,66
Place des Arts	105-175, rue Sainte-Catherine Ouest	151,0	0,58
RÉSEAU DES AFFAIRES SOCIALES			
Hôpital Général Juif	4615, chemin de la Côte Sainte-Catherine	161,4	0,62
Centre hospitalier de l'Université de Montréal	1560, rue Sherbrooke Est	157,3	0,60
Hôpital Sainte-Justine	3165-3185, chemin de la Côte Sainte-Catherine	123,7	0,47
Hôpital Maisonneuve Rosemont	5305-5415, boulevard de l'Assomption	119,9	0,46
Hôpital Royal Victoria	687-835, avenue des Pins Ouest	105,1	0,40
Hôpital Douglas	6601-7105, boulevard LaSalle	100,6	0,38
RÉSEAU DE L'ÉDUCATION			
Université de Montréal	2450, boulevard Édouard-Montpetit	485,2	1,85
Université du Québec à Montréal	2080, rue Saint-Urbain	274,7	1,05
Université McGill	677-961, rue Sherbrooke Ouest	268,1	1,02
Université du Québec à Montréal	400, rue Sainte-Catherine Est	164,3	0,63
Université Concordia	1515, rue Sainte-Catherine Ouest	157,0	0,60
École Polytechnique	2500, chemin de la Polytechnique	137,9	0,53
Université Concordia	7141, rue Sherbrooke Ouest	109,1	0,42
Université McGill	455-551, avenue des Pins Ouest	105,7	0,40
AUTRES			
Palais des Congrès de Montréal	115-301, rue Saint-Antoine Ouest	299,9	1,14

1. Pourcentage applicable sur l'évaluation totale des immeubles non imposables de 26 212,2 M$ du rôle d'évaluation quadriennal 2007-2010, déposé le 13 septembre 2006, mis à jour le 31 décembre 2007.
2. Compte principal

Statistiques générales (suite)
31 décembre 2007

LES 20 IMMEUBLES PRODUISANT LES REVENUS LES PLUS IMPORTANTS

Identification	Adresse	Revenus [1] (en millions)	Pourcentage [2]
		$	%
Place Ville-Marie	1-5, place Ville-Marie	24,9	0,91
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau [3]	Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau	22,6	0,83
Complexe Desjardins	100-190, rue Sainte-Catherine Ouest	19,0	0,70
Tour I.B.M. – Marathon	1250, boulevard René-Lévesque Ouest	11,7	0,43
Le 1000 de la Gauchetière	1000, rue de la Gauchetière Ouest	9,5	0,35
Galeries d'Anjou	8001, boulevard les Galeries d'Anjou	9,4	0,34
Palais des Congrès de Montréal	115-301, rue Saint-Antoine Ouest	9,4	0,34
Brick	8701-9197, boulevard de l'Acadie	8,0	0,29
Palais de justice de Montréal	1, rue Notre-Dame Est	7,8	0,29
Centre Eaton de Montréal	705, rue Sainte-Catherine Ouest	7,7	0,28
Le Centre Bell	1200-1260, rue de la Gauchetière Ouest	7,6	0,28
Caisse de dépôt et de placement du Québec	1000, place Jean-Paul Riopelle	7,6	0,28
Place des Arts	105-175, rue Sainte-Catherine Ouest	7,5	0,27
Tour Bell	700, rue de la Gauchetière Ouest	7,2	0,26
Aéroport international Pierre-Elliott-Trudeau (annexe)	Hervé St-Martin	6,9	0,25
Édifice Sun Life	1153-1155, rue Metcalfe	6,6	0,24
Place Versailles	7255-7525, rue Sherbrooke Est	6,4	0,23
Place Victoria - Tour de la Bourse	800, Place Victoria	6,3	0,23
Université de Montréal	2450, boulevard Édouard-Montpetit	6,3	0,23
Banque Nationale de Paris	1981, avenue McGill College	6,3	0,23

1. Ces sommes sont composées des revenus de taxes d'eau et de services, et de taxes foncières.
2. Pourcentage applicable sur les revenus de l'imposition massive de l'exercice 2007 de 2 729,4 M$. (incluant les immeubles imposables et non imposables faisant l'objet de paiements tenant lieu de taxes)
3. Compte principal

Publié par la Ville de Montréal
Service des finances
Direction de la comptabilité et du contrôle financier

155, rue Notre-Dame Est
Montréal (Québec)
Canada H2Y 1B5

ville.montreal.qc.ca/finances

Dépôt légal
1er trimestre 2008
Bibliothèque nationale du Québec
ISBN : 978-2-7647-0734-0

Design graphique et impression
Ville de Montréal
Centre d'impression numérique et de communications visuelles
07.20.002-9 (03-08)

Imprimé au Canada

English copy available upon request

Imprimé sur papier composé à 100 % de matières recyclées post-consommation.

certifié
procédé sans chlore
100 % post-consommation
énergie biogaz

ville.montreal.qc.ca